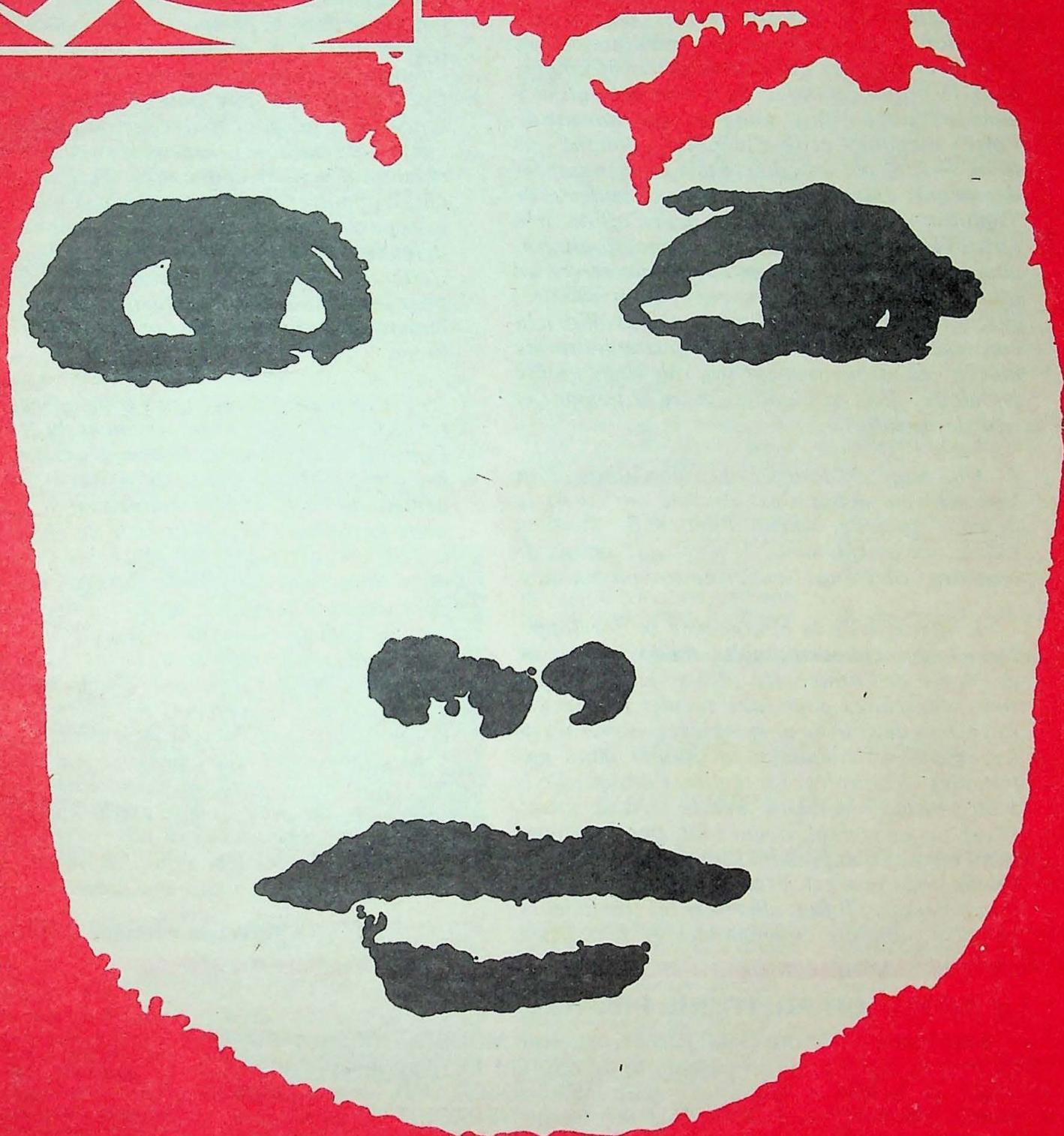


Tribune socialiste

**ts**



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE  
N° 631 - SAMEDI 12 OCTOBRE 1974



Le parti  
de votre avenir

**PSU**

# ouvrir largement les portes du PSU

**L**e P.S.U a choisi. Ce qui était en cause, dans le débat ouvert depuis plusieurs mois, c'était l'existence même du parti, son rôle dans la lutte des classes et dans l'unité populaire et, au-delà, l'avenir du socialisme autogestionnaire. Sur tous ces points, le Conseil National a tranché sans ambiguïté.

La grande majorité des militants a repoussé l'orientation que lui proposait l'ancienne Direction nationale. Dès l'instant où il est apparu clairement que le but poursuivi, à travers la participation du P.S.U aux Assises du socialisme, était l'intégration à une force à dominante social-démocrate, le Parti a refusé, non sa participation à une confrontation militante et aux actions communes qui pourraient en découler, mais le projet politique de « restructuration » dans le PS. Il a refusé, non par « patriotisme de Parti » ou pour « crise d'identité », comme certains se sont plu à le dire, mais pour préserver des acquis essentiels : ceux du « Manifeste de Toulouse », ceux des luttes où déjà s'affirmait la stratégie du socialisme autogestionnaire, comme à Lip et à Cerizay. Pour conserver un outil qui a déjà fait ses preuves et qui permettra, avec l'aide de tous les militants, de travailler à la construction d'un parti autogestionnaire de masse, jouant pleinement son rôle dans l'unité populaire, dans la bataille contre le pouvoir et pour le socialisme.

Une page est tournée. Les conditions dans lesquelles ce débat s'est déroulé ont, dans la dernière période, ralenti l'action du Parti et freiné son recrutement. Il n'est que temps de remettre le PSU tout entier au travail militant.

L'offensive de la bourgeoisie se développe. Dans le domaine de l'emploi, du coût de la vie, de l'école, de l'armée, etc., des actions de masse sont nécessaires pour faire reculer le pouvoir. Les partis de gauche ne semblent pas pressés de les organiser, comme si la priorité allait aux batailles électorales. En réalité, l'attaque de la bourgeoisie se poursuit sur le terrain social. C'est sur ce terrain, avant tout, que le mouvement ouvrier doit prendre l'offensive. Pour nous l'unité populaire est, essentiellement, mobilisation populaire. Il faut aller vers les travailleurs, vers les militants communistes et socialistes,

vers ceux de la CFDT, de la CGT, pour leur proposer les actions qui s'imposent. Dans le même temps, la Direction provisoire que le PSU s'est donnée au Conseil national d'Orléans fera tout pour reprendre et mener à bonne fin la politique du Pacte d'unité d'action anticapitaliste avec les autres organisations ouvrières, politiques et syndicales, en vue de rendre offensive l'unité populaire. Telle est notre première tâche.

La deuxième tâche — et elle peut, comme la première, déjà trouver un début de réalisation aux Assises — consiste à rassembler tous ceux qui pratiquent la stratégie du contrôle ouvrier et populaire dans la perspective du socialisme autogestionnaire pour jeter les bases d'un large mouvement pour le contrôle et l'autogestion. Cet objectif doit être poursuivi avec persévérance, en déployant toutes les initiatives : rencontres de militants, assemblées-débats, organisation d'actions communes. Le Parti est décidé à apporter tout son soutien aux luttes engagées par les travailleurs et notamment à ceux qui défendent leur emploi au « France », à Titan-Coder, aux Tanneries d'Annonay ou à l'ORTF et pour lesquels le droit au travail passe avant les impératifs de la rentabilité et des profits capitalistes.

La troisième tâche, qui est inséparable des précédentes, c'est le renforcement du Parti. Le Conseil d'Orléans vient de lever un certain nombre d'hypothèques qui pesaient sur le développement du Parti. Assuré maintenant de sa continuité sur la base du « Manifeste de Toulouse », le PSU est susceptible de voir venir à lui nombre de militants qui hésitaient, qui s'interrogeaient. Tous ceux qui ne veulent ni du réformisme, ni du modèle stalinien plus ou moins rénové, ni de la marginalisation stérilisante où se complaisent trop souvent les groupes d'extrême-gauche voient aujourd'hui dans le PSU l'instrument politique avec lequel peuvent se développer les luttes pour le pouvoir aux travailleurs. C'est le moment d'ouvrir largement les portes du Parti. Recruter et unir pour agir, c'est la meilleure réponse à donner à tous ceux qui, une fois de plus, seront déçus dans leur espoir de voir disparaître le pôle révolutionnaire que nous constituons.

La Direction politique provisoire ■

## LA DIRECTION POLITIQUE PROVISOIRE

**Secrétariat :** André BARJONET, Michel MOUSEL, Charles PIAGET + une place pour un camarade du courant 1 (Responsable administratif et juridique Barjonet)-Jean BERTHINIER (69), Jean-Claude CHAMBLAIN (RP), Yvan CRAIPEAU (06), Serge DEPAQUIT (RP), François DESMOULINS (RP), Yves DUJON (77), Victor FAY (RP), Pascal GOLLET (RP), Christian GUERCHE (RP), Gilbert HERCET (RP), Victor LEDUC (RP), Hervé LE TOQUIN (RP), Jacques LUMEAU (Midi-Pyrénées), Bernard NECTOUX (44), Gilbert PALLIER (RP), Geneviève PETIOT (RP), Bernard RAVENEL (RP), Pierre REGNIER (RP), Baudoin ROCHEBRUNE (37), René SCHULBAUM (52), Eric SPROGIS (59 / 62), François TURQUAND (RP), Bertrand VERDIER (Midi-Pyrénées) + 13 places pour le courant 1.



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ

**Direction politique :** Christian GUERCHE et Victor LEDUC.

**Dir. publ. :** André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

**Rédaction :** 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Pour tout changement d'adresse,** joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

## « c'est par nos actes que nous convaincrions »

### une interview de Michel Mousel

● **Quel était, selon toi, l'enjeu de ce Conseil national ?**

— Michel Mousel : C'était évidemment d'abord de bloquer tout processus de liquidation du PSU, en affirmant la nécessité de l'autonomie du courant politique qui porte cet espoir révolutionnaire qu'est l'autogestion socialiste. Cet objectif a été largement tenu.

● **Michel Rocard a déclaré à France-Inter que la défaite de son courant était dû à une réaction sociologique anti-suicidaire. Quelle est ton interprétation ?**

— Michel Mousel : Passons sur le fait que, si j'ai bien compris, il aurait été mis en minorité par une loi sociologique, et non par des militants. Mais ne devrait-on pas se souvenir que l'existence même du PSU est due à une exception notable à cette prétendue « loi de la conservation des organisations », qui n'a pas empêché le PSA, l'UGS et Tribune du Communisme de fusionner en 1960 ?

Heureusement, aucune des interventions que nous avons entendues au Conseil national n'autorise une telle explication. Chacun s'est demandé, à l'occasion de ce débat, à quoi sert le PSU, quelle est sa raison d'exister. Et la majorité du parti a affirmé que, dans la période présente, nous avions un rôle essentiel à jouer pour apporter à l'unité

populaire les forces qui ne se reconnaissent pas dans les diverses variantes du réformisme ; et non pas pour aller grossir l'une d'elles. Voilà, ce qu'on dit les militants. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en sociologie pour le comprendre.

● **Quels sont les résultats politiques du Conseil qui te paraissent les plus importants ?**

— M.M. — D'abord, le refus, sans bavure, de toute forme d'intégration à la social démocratie, et, en complément, une redéfinition du rôle que les militants du PSU veulent assigner, en ce qui les concerne, aux Assises : une confrontation des pratiques militantes, une réflexion sur leurs rapports avec les stratégies politiques, une recherche des domaines dans lesquels, malgré les divergences, des actions communes sont possibles. Cette démarche esquisse ce que devra être une orientation unitaire remise sur ses pieds.

● **Comment penses-tu que va se développer la politique du Pacte d'unité d'action ?**

— M.M. — Cette politique, adoptée lors du Conseil de Paris, il y a moins d'un an, n'a pas encore reçu le moindre début d'expérimentation, si ce n'est à travers l'accord sur la vie chère (qui leur est un peu antérieur), dont l'application

constitue presque un contre-exemple : c'est un bon texte qui n'a servi qu'à une démonstration classique — grève d'un jour avec manifestations — le 6 décembre. Au contraire, il aurait fallu lui donner une application à la fois permanente et beaucoup plus décentralisée ; qu'il soit une occasion de mener un travail commun à la base. Ça n'a pas été le cas. Et pourtant, c'est à cela que doit servir la politique que nous avons définie. Et c'est dans ce sens que nous entendons poursuivre, pour les problèmes les plus urgents de l'heure : l'emploi et la restructuration des entreprises, la vie chère, l'armée, etc.

Précisément, les Assises sont une occasion de travailler en ce sens — à condition de ne pas oublier que nous n'y rencontrons qu'une partie de nos interlocuteurs !

● **Comment la nouvelle majorité voit-elle des rapports avec la nouvelle minorité ?**

— M.M. — Nous avons assez souffert, quand nous étions présumés minoritaires, d'une utilisation peu démocratique de l'appareil du Parti pour prendre solennellement l'engagement de le mettre au service d'un dialogue libre et ouvert. Ce principe nous guidera en particulier pour la préparation du Congrès.

Mais tout ne dépend pas de nous seuls. Je ne cacherai pas que nous sommes inquiets de certaines déclarations, pendant et après le Conseil, qui tendraient à ne pas reconnaître les décisions prises à Orléans,

comme s'il y avait dans le PSU une autre légitimité que celle donnée pour ses propres militants ; cela nous rappelle de fâcheux souvenirs, et nous espérons qu'il ne s'agit là que d'incidents de parcours. D'autant plus que nous sommes persuadés que la grande majorité des camarades qui n'ont pas été d'accord avec nous n'ont pour autant, nullement l'intention de rejoindre le PS.

● **Le Conseil d'Orléans aura-t-il un rôle mobilisateur ou démobilisateur sur les militants ?**

— M.M. — Si l'on devait s'en tenir à ce que la presse en a dit, on pourrait être inquiet. Mais combien de fois nous a-t-on mis à mort ? Le plus étonnant est que c'est souvent quand le PSU fait preuve de vitalité et de confiance en lui-même qu'il suscite de zélés fossoyeurs. Tout cela n'est pas très sérieux. La politique du PSU ne plait sans doute pas aux salles de rédaction, mais elles ne sont pas chargées de la définir. D'ailleurs, je comprends bien que les journalistes ne nous croient pas sur parole : c'est par nos actes que nous les convaincrions.

Les militants aussi. Mais d'abord, ils attendaient très nombreux ce sursaut. Maintenant qu'il a eu lieu, il faut très vite relancer le parti dans l'action. Les problèmes de l'heure, pour les travailleurs, sont suffisamment graves pour ne pas admettre, de notre part, de nouveaux attermoissements. Et cela, c'est possible parce que les conditions en sont réunies.

● **Et après le Congrès, tu es optimiste pour l'avenir ?**

— M.M. — Oui. Si nous passons bien le cap de ces deux mois, avec un parti qui, ayant retrouvé sa raison d'être, est également prêt à agir, alors je crois que nous préparons un redémarrage en force.

(Propos recueillis par Victor Leduc)



● **Quel bilan fais-tu de ce Conseil national ?**

— André Barjonet : Je pense que le bilan est positif. En dépit de ce qu'on dit certains journaux, il y a eu le premier jour une longue discussion réellement politique sur les trois textes. Cette discussion a permis, notamment, d'approfondir notre analyse concernant la crise actuelle — crise économique et politique — et donc le rôle du PSU dans cette nouvelle situation. Cela dit, il est vrai qu'il nous faut encore beaucoup travailler pour aller plus loin dans cette analyse. Il faut que le prochain Congrès dispose de documents — sérieusement élaborés — qui lui permette de voir en quoi la crise présente est très différente des

des crises d'autrefois et en quoi elle témoigne des profondes transformations du capitalisme actuel et de ses contradictions.

● **On a écrit qu'il n'y a pas de majorité pour une direction, parce que aucun des courants hostiles à la fusion dans le PS n'a obtenu la majorité. Qu'en penses-tu ?**

— A.B. — C'est ridicule ! Les courants « deux » et « trois » ont certes élaboré des textes différents mais ces courants ne sont en aucune façon, des tendances ou des fractions ! Bien au contraire les différences que l'on constate peuvent être l'occasion, maintenant que l'hypothèque de la fusion avec le PS a été levée, d'une fructueuse

confrontation entre une grande majorité des camarades, pour préciser l'orientation du Parti. Dans les derniers mois, l'ancienne direction a tenté de faire déraiper le PSU vers la social-démocratie, au CN, le PSU a dit non à travers les courants 2 et 3. Aujourd'hui par réaction, il peut exister un risque de repliement et de dérapage vers la conception du « parti révolutionnaire ». A travers le texte 3, nous disons non à cette orientation et nous entendons replacer le PSU dans l'axe de l'orientation qu'il s'était fixé au congrès de Toulouse et au Conseil de novembre 1973.

● **Comment vois-tu le rôle du PSU dans l'unité populaire ? A ton avis, quelles seront les répercus-**

sions du Conseil national sur les militants, autour du parti et, en particulier, sur les militants syndicalistes ?

● **A.B.** — Ces deux questions sont profondément liées. Depuis plusieurs mois, l'ancien bureau national n'a pris aucune initiative d'aucune sorte. A cause de cette attitude, le PSU qui, au Congrès de Toulouse, avait réussi un remarquable rétablissement et avait pu publier un « Manifeste » toujours valable est tombé dans une sorte de torpeur décourageante pour les militants et pour les sympathisants. Ce que je dis là, ce n'est malheureusement pas une exagération polémique. Prenons quelques exemples concrets, qu'a fait l'ancienne majo-

## « dans l'axe même des luttes populaires » une interview d'André Barjonet

rité pour étudier la politique actuelle du PCF, pour déterminer les raisons et la signification réelle de son évolution ? Rien ! Qu'a fait le Bureau national pour étudier la crise du Marché commun — notamment dans le domaine agricole — et ses conséquences prévisibles sur les travailleurs ? Rien non plus...

C'est pourquoi il faut, d'urgence, nous remettre au travail. Il faut, par exemple, aborder à fond le problème des syndicats — concrètement celui de la CFDT et de la CGT — ainsi que celui des rapports entre syndicats et partis. Mais il est clair qu'une telle étude ne doit pas être faite entre quatre murs par quelques

« spécialistes ». Elle doit être faite en liaison étroite et constante avec les travailleurs eux-mêmes, avec tous ceux qui luttent. C'est cela aussi, la véritable unité populaire ! Si nous agissons ainsi, il est tout à fait certain que le PSU fera un nouveau bond en avant. Il verra venir lutter avec lui de très nombreux militants syndicaux qui ont été profondément déçus ces derniers temps.

● **Quel sera, selon toi, l'enjeu du prochain Congrès ?**

— A.B. — Le premier enjeu est naturellement de consolider les résultats positifs du Conseil national. Mais il faut voir plus loin. Il est certain que de nombreux militants qui

ont voté le texte Chapuis n'ont pas du tout l'intention de quitter le PSU pour le PS. Ces militants doivent donc comprendre et constater à travers la préparation concrète du Congrès qu'ils ont toujours leur place, toute leur place, dans le PSU. Pour cela, il faut aussi que le Congrès soit capable d'actualiser le programme de Toulouse, qu'il soit capable de définir une stratégie cohérente en fonction des changements économiques, politiques et sociaux qui sont intervenus depuis quelques mois. Pour ce travail, la contribution de tous les militants sera indispensable.

● **Penses-tu que le PSU puisse se développer dans la période qui vient ?**

— A.B. — Je pense avoir déjà répondu à cette question. Le PSU est maintenant — et il le sera encore plus après le Congrès — dans l'axe même des luttes populaires et au cœur des aspirations profondes des travailleurs. Dans ce combat, si on peut dire, sans forfanterie, que le PSU va non seulement se renforcer mais encore se développer dans la période qui vient. Certains journaux ont dit que les militants ont ri quand j'ai parlé de la « bonne santé » du PSU. Ne leur en déplaise, je maintiens cette affirmation et j'en connais, en tout cas, qui demain riront jaune !

## « un parti pour le courant autogestionnaire »

une déclaration de Charles Piaget



**L**es idées d'Autogestion et de contrôle seront portées par un mouvement massif, aux ramifications nombreuses, en prise réelle sur les luttes en cours, qui conteste dans la pratique les méthodes réformistes et avance vers le pouvoir des travailleurs.

Pour mener à bien ces tâches, nous avons besoin d'un parti qui rassemble les révolutionnaires pour l'autogestion. Nous ne voulons pas d'un parti « qui a la science infuse et qui la diffuse », ou qui se contente d'une activité propagandiste. Nous voulons un parti de masse, c'est-à-dire une organisation dont les militants sont directement engagés dans les luttes et ont une audience réelle sur leur lieu d'activité. C'est indispensable, à la fois pour que le parti influe réellement sur l'événement, et pour qu'il reste capable en permanence d'ap-

prendre de la pratique de masse. Son rôle n'est pas d'être une avant-garde qui guide la classe ouvrière : son rôle est de donner aux travailleurs les moyens qui permettent leur activité autonome de masse (information, analyse, proposition d'objectifs, contacts extérieurs, etc...). Son rôle est de donner aux militants une vision globale de la situation, resituant les luttes dans le cadre général du processus révolutionnaire, ordonnant les efforts, déterminant des points de convergence et des objectifs unificateurs, tout cela de manière cohérente avec nos perspectives d'Autogestion (c'est notamment l'objet d'un programme de transition).

Ce parti est indispensable parce que les luttes vont augmenter en nombre et en ampleur (d'où travail d'animation, coordination, synthèse), et que des propositions politiques précises sont nécessaires pour opérer à court terme un saut qualitatif (liaison systématique ouvriers-paysans, accroissement de l'offensive politique contre l'armée...).

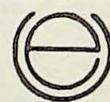
Ce parti doit permettre au courant autogestionnaire de s'exprimer publiquement, de se structurer, de se renforcer, et, en même temps (parce qu'on ne vit pas sur une autre planète) de développer l'unité d'action intensive avec les forces réformistes. Pour deux raisons au moins : seule l'unité d'action peut permettre d'imposer au pouvoir des reculs décisifs ; d'autre part, le réformisme a une énorme emprise sur les masses populaires et ce n'est que dans la pratique de l'action que les travailleurs peuvent

se radicaliser et faire leur choix.

Toutes ces exigences excluent évidemment l'intégration aux forces réformistes. Leur démarche est opposée à la notre ; elle repose sur la formule : « élisez-nous, et nous vous ferons une bonne politique », et vise à perpétuer en l'aménageant, la domination capitaliste. Leur conception de l'Etat est celle d'un appareil neutre dont il suffit de prendre les commandes, quitte à le démocratiser quelque peu, pour le faire

agir différemment. C'est cette idée centrale qui fonde la stratégie réformiste, dont nous savons qu'il est illusoire de penser la gauchir de l'intérieur. La nécessité de ce Parti pour l'Autogestion est maintenant criante : le PSU ne peut, à lui seul, et tel qu'il est, remplir ce rôle, mais on ne progressera pas en commençant par le liquider...!

Charles PIAGET ■



éditions universitaires

**THEOLOGIE  
DE LA  
PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE  
59,95 F**

**Joseph COMBLIN**

**du même auteur :  
THEOLOGIE DE LA REVOLUTION  
(59,95 F)**

# pour la victoire du socialisme autogestionnaire

**L**e Conseil National devait débattre de la ligne que défendrait le PSU tout entier aux Assises du socialisme et des modalités de sa participation : bien que cet ordre du jour ait été voté par la DPN unanime et l'ensemble des délégués à l'ouverture du Conseil, ce débat n'a pas eu lieu. En effet, après le vote de prise de considération des trois textes que les sections et fédérations avaient discuté, et la mise en minorité du Bureau national, les dirigeants des courants Leduc et Barjonet ont posé en préalable le problème de la direction du Parti et empêché tout débat sur les Assises.

Robert Chapuis avait indiqué, immédiatement après ce vote et après une réunion du BN à laquelle participaient Barjonet, Dorival et Guerche, que la majorité tirerait les conséquences de sa mise en minorité et remettrait sa démission. Il insistait seulement sur deux points :

- cette démission interviendrait après un débat sur la question à l'ordre du jour — les Assises — et la réunion d'une commission des résolutions au cours de laquelle une majorité nouvelle et cohérente aurait pu se dégager ;

- elle interviendrait dans les règles statutaires, c'est-à-dire que le Bureau national remettrait ses mandats à la DPN issue du Congrès de Toulouse qui les lui avait confiés, et qui pourrait alors désigner une direction de crise.

Pour montrer sa volonté que le débat ait lieu et aboutisse, si possible, à un accord, la majorité du Bureau national avait déposé devant la commission des résolutions un projet de résolution tenant compte des critiques qui lui avaient été faites et d'ambiguïtés qu'il lui avait été demandé de lever. Il n'a pas été permis à la majorité du BN de donner lecture de ce projet — même devant la commission prétendument réunie à cet effet !

La motion de défiance au Bureau national, présentée en commission par Leduc et reprise par Dorival, affirmait : « Le Conseil national

- exprimant son désaccord avec le sens que la majorité de la direction a voulu donner à la participation des militants du parti aux Assises du socialisme ;

- affirme qu'en aucun cas le P.S.U. ne saurait s'engager dans la voie de la constitution d'une force politique ayant le P.S. comme principale composante et comme épine dorsale ;

- rejette toute forme de lien organique avec une organisation qui, dans ses structures, son idéologie et sa stratégie, est fondamentalement liée au réformisme.

En conséquence, il exige la démission du Bureau national. Il s'agissait bien d'éviter le débat en condamnant tout à la fois et sans

aucune discussion préalable l'orientation du travail de préparation des Assises, la dynamique que celles-ci peuvent créer et l'activité du Bureau national.

## La motion Berthinier

Quand, plus tard, certains délégués du courant 3 se rendant compte que les termes de cette motion ainsi que la motion Hercet qui reprenait le refus d'envisager des suites organisationnelles aux Assises et qualifiait le projet de société de simple « apport contributif », risquait de rompre l'accord passé avec les deux autres composantes et d'empêcher la participation du PSU, ils présentèrent la motion Berthinier qui disait au contraire : « Les Assises nationales du socialisme expriment la nécessité pour les socialistes autogestionnaires de se confronter avec des militants syndicalistes, sociaux, culturels, etc., ainsi qu'avec les militants du parti socialiste dans le cadre de l'Unité populaire. (...) Cette confrontation vise à renforcer à l'intérieur de l'Unité populaire le courant politique autogestionnaire face au courant social-démocrate et au Parti communiste. (...) Seule en effet la confrontation pratique et théorique entre militants des diverses organisations (PSU, PS, groupes politiques autogestionnaires) et militants inorganisés peut permettre dans l'avenir de créer les conditions de dépassement des diverses organisations confrontées, dont le PSU, pour aboutir à une puissante force politique autogestionnaire de masse, intégrée dans l'Unité populaire. » Yvan Craipeau, ne craignant pas de se déjuger pour préserver l'unité de façade de la majorité de circonstance qui avait permis de mettre en minorité le Bureau national, appela à voter cette motion, contradictoire dans son esprit et dans ses termes avec la motion Leduc votée précédemment.

Enfin, quelles que soient les conditions de la participation du PSU aux Assises, le refus de discuter du projet de société comme base politique de cette rencontre, l'absence de préparation des carrefours à partir des expériences locales et régionales jettent un lourd handicap sur la qualité de l'intervention que nous pourrions avoir. La commission « Assises » s'est réunie à peine plus d'une heure, elle a consacré l'essentiel de son temps à discuter de la proportionnelle pour la désignation des délégués, les discussions en carrefours spécialisés, pour préparer ceux des Assises, n'ont duré que quelques minutes pour certains, quelques quarts d'heure pour d'autres !

## Coup de force

Le remplacement du Bureau national sortant qui, de fait, a été le seul point à l'ordre du jour, s'est fait au prix de l'absence de débat de fond, d'astuces de procédure et de violations répétées des statuts et des règles démocratiques du débat politique, tant il est vrai que la

majorité négative, addition de refus, de malentendus et de mécontentements qui s'est formée autour des textes Leduc et Barjonet, n'avait pas d'orientation politique commune à nous opposer. On comprendra que, dans ces conditions, nous n'ayons pas cru devoir cautionner par notre présence une direction provisoire qui s'est installée à la faveur d'un coup de force politique, sans orientation cohérente sur l'intervention du Parti aux Assises, dans des conditions anti-statutaires qui entachent de graves irrégularités l'ensemble des délibérations du Conseil.

En revanche, nous entendons participer pleinement aux débats du Congrès, et parce que nous avons réaffirmé unanimement et solennellement notre appartenance au PSU, nous assumerons toutes nos responsabilités au sein de la commission de préparation du Congrès, afin de poser clairement au parti le problème de son orientation.

## Pour les Assises

Nous voulons que les Assises réussissent, c'est-à-dire que la dynamique qu'elles ont engagée se traduise par une offensive politique du courant autogestionnaire, sur une base de classe et de masse au sein de l'Unité Populaire. Nous voulons que la confrontation politique, sur la base du projet de société « Pour le socialisme », et militante, dans les carrefours « Militier pour le socialisme », permette une avancée sur le plan des propositions politiques et d'action, entre les militants des trois composantes.

Nous souhaitons en particulier que la confrontation pratique engagée aux Assises se poursuive localement, dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, entre militants ayant participé à un même carrefour. Nous souhaitons que des rencontres soient organisées, localement ou régionalement, après les Assises pour en tirer le bilan politique. Nous souhaitons enfin, si ce bilan s'avère globalement positif, que le débat s'engage sur le type d'organisation nécessaire au courant socialiste autogestionnaire.

Il n'est en effet plus possible que le mouvement ouvrier, au moment même où Giscard tente de restructurer les modes de domination du régime capitaliste, s'enferme dans des clivages vieux d'un demi-siècle. La seule réponse offensive, c'est-à-dire capable de victoire, passe par une transformation des organisations politiques de la classe ouvrière, afin que la stratégie du contrôle ouvrier et de l'autogestion socialiste y acquière une place prédominante.

Il est deux impasses auxquelles le courant autogestionnaire n'a pas le droit de se condamner : celle qui succomberait au mythe du parti révolutionnaire supposé arracher « les masses » à la domination de leurs directions réformistes, et celle, également dangereuse et vouée à l'impuissance, d'un pôle qui tout en affirmant se situer à l'intérieur de l'Unité Populaire se contenterait d'animer des luttes, peut-être exemplaires, mais sans disposer de la crédibilité suffisante pour leur donner une traduction politique, y compris sur le plan institutionnel.



Ces deux conceptions conduisent inéluctablement à la marginalisation.

À l'intérieur même du parti socialiste, la conscience de l'impasse des solutions social-démocrates ne cesse de grandir malgré le poids, qui reste lourd, des notables et des influences réformistes. Et si aujourd'hui, les luttes ouvrières et populaires traduisent de plus en plus une aspiration non plus à subir et à se défendre, mais à vaincre, il ne faut pas que ces aspirations profitent aux réformistes sous le seul prétexte qu'ils sont une organisation de masse, comme c'est le cas actuellement.

Le courant socialiste autogestionnaire doit être capable de mettre à profit la confrontation essentielle des Assises au socialisme afin de « permettre dans l'avenir de créer les conditions de dépassement des diverses organisations confrontées, dont le PSU, pour aboutir à une puissante force socialiste autogestionnaire de masse, intégrée dans l'Unité populaire. » C'est le sens que nous aurions voulu que le Conseil national donne à la participation du PSU aux Assises.

Nous proposerons au Congrès une orientation en ce sens, en fonction des analyses du régime capitaliste et du mouvement ouvrier esquissées ici et dont le Conseil national n'a pas voulu débattre. Nous sommes décidés à tout faire pour triompher des abus de procédure et des procès d'intention, parce que nous avons la conviction qu'une victoire prochaine des forces socialistes en France est à ce prix.

**COURANT DES ASSISES,  
autour de la majorité de l'ancien Bureau national du P.S.U.**

**NB.** Le Conseil national a mis en minorité la majorité du Bureau national sortant : celui-ci ne saurait donc plus représenter le parti. C'est pourquoi il a décidé, conformément aux statuts, de remettre ses mandats à la DPN qui l'avait élu et, malgré notre demande, n'a pu se réunir. Les représentants des courants 2 et 3 se sont alors entendus pour désigner une direction provisoire qui ne substitue non seulement au BN, mais à la DPN élue par le Congrès. Cette situation inacceptable (d'autant qu'il n'y avait pas de rapport d'activité de la DPN : cf. TS 628) résulte des conditions dans lesquelles s'est déroulé le Conseil : nous ne pouvons l'accepter. Nous ne reconnaissons donc pas la légitimité de la nouvelle direction. Pour éviter des querelles juridiques dommageables au parti, nous avons refusé de participer au vote et demandé aux militants de décider. Seul le Congrès peut définir les bases d'une nouvelle direction ; d'ici-là, il n'y a que des courants.

# un conseil difficile mais efficace

**D**ébats houleux, palabres sans fin, discussions de couloir, le tout dans une atmosphère de fatigue accentuée par une température peu clémente que la chaleur des débats n'est pas parvenue à faire monter... sans compter avec le parallèle établi avec le lieu même de cette réunion et les relans de bataille byzantines engagée naguère lors d'un congrès étudiant.

Voilà l'image que la presse s'est plu à répandre sur le Conseil national d'Orléans.

Certes, le débat a été difficile d'autant plus que le déroulement du conseil s'est fait en grande partie en séance plénière. Mais il apparut aux délégués qu'il était impossible de se séparer trop vite en commission de travail alors que c'est l'orientation même et le sens politique de ce travail qu'il fallait régler en commun. Les difficultés ont été renforcées par les soucis procéduriers et un juridisme pointilleux manifestés par les tenants du texte Chapuis qui n'ont pas voulu prendre en compte une constatation pourtant simple : la démarche politique pressante de l'ancienne majorité a

été stoppée. Son orientation politique a été refusée par la grande majorité des militants de ce parti par l'intermédiaire de leurs délégués au Conseil. En toute démocratie, la démission de l'ancien BN devait constituer la sanction de cet état de chose.

C'est ce qu'ont dit simplement Leduc et Hercet intervenant au nom de leur courant. Cette sanction démocratique n'était pas à négocier. Mis en minorité, le BN aurait dû se retirer et le débat politique tellement appelé de ses vœux sur les Assises aurait pu s'établir plus sereinement.

Par le vote de la motion Leduc, puis de la motion Hercet (voir motions 1 et 3) à de très fortes majorités, les militants ont affirmé le lien qui doit exister entre la démarche politique voulue par la majorité du parti et la direction qui a mission de la faire entrer dans les faits.

Voilà comment s'explique aussi la disjonction demandée par Leduc au nom du texte 2, à la motion proposée par Pascal Dorival au nom du texte 3. Après la réunion de la commission des résolutions, cette notion exigeait d'une part la démission du BN à la

suite du désaveu exprimé par le Conseil et indiquait d'autre part le principe d'une direction politique provisoire. La majorité des délégués au Conseil (57 %) ont estimé que pour la clarté des débats, il était préférable de voter le samedi soir sur la démission du BN et de remettre au lendemain, selon la décision de la majorité du BN, la discussion sur la désignation de la future direction.

Le principe d'une direction tripartite élue à la proportionnelle des votes d'orientation a été rapidement acquis par le vote de la motion proposée par Hercet. Cette direction politique provisoire (DPP) est chargée d'assurer la continuité du parti et la préparation des Assises (l'unanimité étant faite sur la participation du PSU). Une commission paritaire, celle-là, a pour fonction de mettre sur pied la préparation démocratique du Congrès qui aura lieu entre le 15 novembre et le 15 décembre 1974. Chapuis faisait savoir que les représentants de son courant ne siègeraient qu'à cette commission.

A propos des Assises, un vote avait lieu sur une motion Hercet à laquelle s'était rallié le courant 2. Cette motion, (motion 4) adoptée, indiquait

qu'en aucun cas l'apparition d'une force autogestionnaire ne pouvait résulter d'une intégration dans une organisation dont le PS est l'épine dorsale. Contradictoirement, Michel Rocard avait opposé un texte (voir motion 5) inspiré directement du projet de société proposé comme charte politique des Assises.

En fin de conseil, une motion du camarade Berthinier (voir motion 6) était proposée au vote. Toujours à propos des Assises, cette motion précisait le but politique fixé à la participation du PSU. Inspirée par les tenants du courant 3, elle fut adoptée également par le courant 1 et le courant 2. Ce dernier ne manquait pas cependant d'en révéler quelques ambiguïtés.

Il était déjà tard. Avant que les délégués se séparent, chaque courant tirait la leçon de ce Conseil. Après une déclaration d'André Barjonet, des interventions de Michel Rocard et de Victor Fay, Michel Mousel devait mettre l'accent sur l'importance des tâches à venir du parti.

Alain MOUTOT ■

## 1 Motion Leduc

« Le Conseil National

— « exprime son désaccord avec le sens que la majorité de la direction a voulu donner à la participation des militants du parti aux Assises du Socialisme ;

— « affirme qu'en aucun cas le PSU ne saurait s'engager dans la voie de la constitution d'une force politique ayant le P.S. comme principale composante et comme épine dorsale ;

— « rejette toute forme de lien organique avec une organisation qui, dans ses structures, son idéologie et sa stratégie, est fondamentalement liée au réformisme.

« En conséquence il exige la démission du Bureau National ».

## 2 Motion Chapuis

« Le conseil national demande la réunion de la commission des résolutions pour qu'ait lieu le débat nécessaire à la préparation des assises et du prochain congrès qu'appelle la situation. C'est à l'issue de ce débat que pourrait être remise la démission du bureau national, après qu'auront été définies les conditions d'une direction provisoire et d'une prise en charge des divers problèmes pratiques posés ».

(Leduc : 237 ; Chapuis : 164 ; 62 abstentions et 6 refus de vote)

## 3 Motion Hercet

La motion Hercet proposait au Conseil d'élire la direction provisoire à la proportionnelle des courants, afin d'y associer tout le Parti.

« Nous proposons dans les conditions précisément définies par la thèse 14 l'élection d'une Direction provisoire tripartite selon la proportionnelle des cou-

rants qui se sont exprimés sur le vote d'orientation.

Cette direction provisoire aura pour mission :

1°) d'assurer la continuité et la légitimité du Parti.

2°) de désigner en toutes circonstances la représentation nationale extérieure du Parti, et notamment dans la préparation et les débats des Assises (y compris au Comité d'Organisation).

3°) d'assurer la vie du Parti et de veiller dans des conditions démocratiques à la réunion d'un Congrès ordinaire du Parti entre le 15 novembre et le 15 décembre 1974 ».

(304 mandats contre 7 avec 19 abstentions et 139 refus)

## 4 Motion Hercet

Le Conseil National, après son vote de prise en considération des textes présentés, constate que l'ensemble des délégués se sont prononcés pour assurer la participation du Parti aux Assises Nationales du Socialisme des 12 et 13 octobre.

Il enregistre l'apport contributif du Comité d'Organisation des Assises à travers le projet de société.

Il mandate ses militants pour participer à ces Assises, dans le cadre des carrefours et forum définis par le Comité d'Organisation.

Les militants du P.S.U. interviendront sur la base des positions du Parti telles qu'elles ont été définies notamment au Congrès de Toulouse (Décembre 72) et aux Conseils Nationaux de Paris (Novembre 73) et d'Orléans (Octobre 74).

## 5 Motion Rocard

Le Conseil National constate que les Assises du Socialisme n'ont pas voca-

tion à prendre des décisions organisationnelles. Le Conseil National rappelle qu'un Congrès du Parti est habilité à déléguer sur un tel point.

Le Conseil National confirme sa participation aux Assises du Socialisme sur la base politique des carrefours « militer pour le socialisme » et le projet de société « pour le socialisme » présenté par le Comité d'Organisation.

(Rocard : 151 ; Hercet : 305 ; 10 abstentions et 2 refus de vote)

## 6 Motion Berthinier

Les Assises Nationales du Socialisme expriment la nécessité pour les socialistes autogestionnaires de se confronter avec des militants syndicalistes, sociaux culturels, etc... ainsi qu'avec les militants du P.S. dans le cadre de l'unité populaire.

Cette confrontation doit avoir à la fois des aspects pratiques (mise en commun des bilans de luttes passées, élaboration d'actions communes) et théoriques (sens politique global de ces actions sectorielles).

Elle n'est pas contradictoire avec la perspective de l'unité populaire mais complémentaire : elle vise en effet à renforcer, à l'intérieur de l'unité populaire, le courant politique autogestionnaire face au courant social-démocrate et au Parti Communiste. Dans cette perspective il est nécessaire de définir une réponse aux questions politiques posées par les militants syndicalistes, ouvriers et paysans, en particulier de ceux qui ont signé « l'Appel ».

Cela signifie que les Assises ne sont nullement un colloque — pas plus que la première étape vers une intégration dans la social-démocratie — mais une étape dans le processus de constitution et de renforcement du courant socialiste autogestionnaire.

Le P.S.U., à l'issue de ces Assises, tirera donc, localement et nationalement, le bilan de cette confrontation théorique et pratique. Il prendra toutes les mesures, dans les fédérations, puis au niveau national dans son Congrès pour définir les mesures concrètes (ex. favoriser, dans les Comités de lutte à la base, l'expression du socialisme autogestionnaire au sein de l'unité populaire, permettre les confrontations politiques plus globales), mesures propres à continuer ce processus de renforcement du courant socialiste autogestionnaire. Seule en effet la confrontation pratique et théorique entre militants de diverses organisations (P.S.U., P.S., Groupes politiques autogestionnaires) et militants inorganisés peut permettre dans l'avenir de créer les conditions de dépassement des diverses organisations confrontées, dont le P.S.U., pour aboutir à une puissante force politique autogestionnaire de masse, intégrée dans l'unité populaire.

(Unanimité moins 2 voix, 31 abstentions et 7 refus de vote).

## 7 Motion Participation aux Assises

« Le Conseil National a fixé le mode de participation aux Assises :

« Les délégués du Parti aux Assises seront désignés par chacun des Conseils fédéraux dans les mêmes rapports que l'élection des délégués au Conseil National, c'est-à-dire proportionnels en nombre à leurs mandats au Conseil et aux votes politiques des fédérations pour ce Conseil. Dans chaque fédération, la liste constituée par le Conseil Fédéral ou les directions fédérales devra comprendre par priorité des camarades ayant participé à des rencontres locales des trois composantes ».

# pas si malade !

Il paraîtrait que le parti serait malade et bien fiévreux. Pourtant, malgré la tension inévitable liée à un débat difficile, le PSU a montré des signes de bonne santé cet été. Jamais, en effet, l'effort de formation n'a été si important et si fructueux : plus de 200 militants ont participé à un des cinq stages (organisé au cours de l'été).

50 participants en juillet à St Briec, une cinquantaine en août à Mons (Gers), plus de 70 aux Guions (Hautes-Alpes), auxquels il faut ajouter 30 participants au stage « sérigraphie » et autant au stage étudiant. Excusez du peu, mais ça n'était jamais arrivé dans l'histoire du parti.

Les trois stages nationaux s'efforçaient de pousser la réflexion sur l'unité populaire. A cet effet, ils étaient découpés en trois groupes de deux jours ; le premier sur les stratégies du mouvement ouvrier, afin de mieux cerner la réalité des composantes de l'unité populaire ; le second sur vie, animation et structures du PSU, afin de réfléchir sur le lien entre le développement de l'unité et le renforcement pratique et théorique du parti ; le troisième sur « les réponses politiques du PSU » afin de situer la place et le rôle du PSU dans la coalition populaire. De plus, la moitié de chaque matinée était consacrée à la formation marxiste.

Aux Guions, le rythme de travail était intense. Du sérieux, mais dans une atmosphère très détendue. Finis les exposés magistraux. Ils étaient remplacés par des dossiers (supplément à PSU documentation, n° 65 /66). Des travaux de groupes fréquents permettaient de cerner avec précision les questions.

Chaque thème était traité en deux jours, le premier jour de façon plus théorique (travail sur dossier et synthèse), le second jour de façon plus pratique (l'encart vous donne quelques thèmes de TP sur les stratégies du mouvement ouvrier).

## Journée du 25 août 1974 Les Guions -

Travaux pratiques sur « les stratégies du mouvement ouvrier ».

● 1er thème : faites l'intervention d'un militant communiste exposant à des sympathisants la stratégie du PCF.

● 2e thème : écrivez une lettre du BN du PSU au BP du PCF proposant un ordre du jour de discussions entre les deux organisations.

● 3e thème : organisez une rencontre des organisations de gauche après les présidentielles pour envisager des actions sur un quartier.

● 4e thème : des militants de gauche ont empêché avec succès une expulsion : faites une intervention d'un militant PSU expliquant le sens de leur participation à cette action.

Cette façon de procéder permet, autant que possible, de lier « l'apprentissage » aux moyens militants. En effet, la formation a pour but de renforcer et d'éclairer la pratique.

Le problème des synthèses est toujours délicat, car une AG de 80 personnes risque de voir la parole être monopolisée. Aussi avons-nous expérimenté des formes de débat un peu neuves permettant une participation active de tous. C'est ainsi que nous avons organisé deux AG de la manière suivante : une question était posée à chacun des groupes qui discutaient 10 minutes ; ils envoyaient alors un délégué au centre de la salle ; les délégués rapportaient les travaux sous le contrôle de l'AG ; une discussion s'engageait qui conduisait à une nouvelle question posée aux groupes, et ainsi de suite. C'était efficace mais épuisant.

Les méthodes de travail étaient variées : travaux de groupes sur dossier, synthèses, travaux pratiques. On assiste ainsi à une remarquable réunion du PCF pour présenter la stratégie de cette organisation (les militants du PSU ont du talent !). Dans un encart, vous pourrez lire une intéressante réflexion d'un groupe sur les raisons qui poussent à adhérer à une organisation. Tracts, prises de parole, articles, lettres, directives, etc. ont permis un fructueux débat tant au fond que sur la forme. Le meeting bidon de toutes les forces de gauche pour protester contre « la décision de Valéry Giscard d'Estaing de remplacer la Marseillaise par l'Internationale comme hymne patriotique » ne fut pas le moins réussi.

Les tâches matérielles (vaisselle, pluche, entretien) créèrent des liens rapides qui se caractérisèrent dans des soirées où l'on dansa, chanta, mangea des merguez accompagnées de force sangria.

A St Briec et à Mons, les stages furent aussi actifs, sérieux et détendus. Tout cela donne de l'ambition pour l'année prochaine. Pourquoi pas quatre ou cinq stages nationaux, pourquoi pas deux ou trois stages pratiques ? Qu'en dites-vous ? Alors, ça ne va pas si mal. Les militants qui étaient aux Guions, quel que soit le courant dans lequel ils se reconnaissent, savaient qu'ils possédaient un instrument important, le PSU, et que cet instrument était efficace. Les mois à venir leur donneront raison.

Pascal GOLLET  
(responsable Formation) ■

Tous les documents utilisés lors des stages sont disponibles à Syros. Ils peuvent servir pour des stages de section ou de fédération.

Dossiers de formation n° 5, 6 et 7, supplément à PSU Doc n° 65 /66, 8 F la série :

- les stratégies du mouvement ouvrier
- Vie, animation et structures du PSU
- Les réponses politiques du PSU PSU Doc n° 55 : l'exploitation capitaliste
- PSU Doc n° 65 /66 : matérialisme historique, matérialisme dialectique.

## TRAVAIL PRATIQUE

EST-IL IMPORTANT DE SAVOIR POURQUOI DES GENS VEULENT ADHÉRER A UN PARTI, CE QU'ILS EN ATTENDENT ; COMMENT LE SAVOIR ET QUELLES CONCLUSIONS PRATIQUES EN TIRER ?

1) Pourquoi des gens veulent adhérer à un parti ?

● raisons affectives diverses : à cause de la personnalité des responsables  
bons sentiments d'origine chrétienne  
nécessité de rompre avec son origine sociale  
nécessité de retrouver un réseau de relations sociales primaires  
période de crise individuelle

Ces raisons affectives font corps intimement avec les raisons politiques qui déguisent souvent les premières. Il faut politiser l'affectif et affectiver le politique.

● raisons politiques diverses : dépasser la révolte anarchisante individuelle  
dépasser les limites de l'action syndicale, familiale, associative etc (ex de l'UFCS)  
sortir de l'isolement politique et trouver un contrôle collectif qui rend plus efficace et pas seulement plus « juste » l'action. (opposition entre l'idéalisme politique et le matérialisme politique).

2) Les différentes manières d'accueillir...

Le débat préalable avec des responsables du parti.

« Je me suis trouvé parachuté dans la section, on ne m'a rien demandé »

« On les laisse venir aux réunions de section puis on voit comment ça accroche au bout d'un certain temps. »

La manière dont on accepte les adhésions est caractéristique du type de parti. Il y a là une façon concrète d'opposer parti révolutionnaire ou parti social-démocrate ; ce dernier pense en nombre de cartes tandis que le premier pense en potentiel d'intervention militant.

Cependant pour ne pas tomber dans la surenchère maoïste (« tout le monde milite de la même façon ») il faut réfléchir sur les formes de militantisme en rapport avec les positions sociales des adhérents (âge, métiers, autres engagements etc...)

3) Conclusions pratiques

Il faut donner une image fidèle du parti, de la fédé, de la section aux nouveaux adhérents le plus rapidement possible pour ne pas les « abuser »...

Dans la vie concrète de la section, il est nécessaire de partager le temps disponible en deux : a) la vie politique au niveau le plus large déterminée par l'extérieur (l'état de la lutte de classe à tel moment)

b) le vécu des adhérents qui regroupe certes le a) mais permet un engagement plus complet en obligeant à faire la liaison entre le Politique avec un grand P et la Vie Quotidienne.

Il faut que le contrôle ne soit pas individuel mais collectif. Ainsi par rapport à la vie des entreprises il faut veiller à recueillir le maximum d'informations pour ne pas être victime d'une vision subjective, unilatérale.

Rien de policier dans la notion de contrôle mais quelque chose de politique. Un contrôle doit redresser pour le futur et ne pas juger le passé (opposition avec l'idéalisme ascétique).

Important de réaliser concrètement un autre rapport que le simple rapport verbal abstrait dans la vie de section. Ne pas inaugurer le socialisme dans le rapport piss-vinaigre (cf. déviation des « animaux politiques froids incapables de vivre d'autres registres que le rapport politique »).



**Ubu à l'Opéra**

mise en scène : Georges Wilson  
dans la grande salle  
du 11 oct. au 17 nov.

**Brocabrie**

au petit TEP  
du 1er octobre au 31 décembre

17 rue Malte-Brun Paris 20 e  
M° Gambetta tél. 636 79 09

# de Nairobi à



Depuis 1967, il est clair que le système monétaire international se détraque de jour en jour. A la fin de ce mois, l'assemblée générale annuelle du Fonds Monétaire international va tenter, une fois de plus, de trouver le remède miracle à cette crise qui s'amplifie. Bonne occasion sans doute pour tenter de faire le point et de discerner un peu mieux ce qui se passe.

Sans échanges, il n'y a pas de capitalisme. Or, dans le domaine international, l'existence de monnaies différentes risque de freiner les échanges, si un ensemble de règles permettant de passer d'une monnaie à l'autre n'est pas défini et adopté d'un commun accord.

**LA PREMIERE REGLE** consiste évidemment à déterminer combien d'unités de telle monnaie on peut se procurer avec telle autre monnaie. C'est-à-dire à déterminer le taux de change. On peut, à cet égard, imaginer plusieurs systèmes. Le plus simple est celui qui consiste... à laisser faire. Dupont a vendu des bicyclettes en Grande-Bretagne, et possède des livres sterling. Mais il n'en a que faire, car ses ouvriers, ils veulent des francs, pas des livres. Durand, lui, a acheté des machines-outils en Grande-Bretagne et son fournisseur lui réclame des livres. L'un cherche à vendre une certaine quantité de monnaies étrangères (de devises), l'autre cherche à en acheter. Très simple : tous les Dupont et tous les Durand de France, où plutôt leurs banques, vont se retrouver sur un marché, le marché des changes, où ils échangeront une marchandise particulière : des devises.

Si les acheteurs de devises se révèlent plus nombreux que les vendeurs, les devises en question verront leur prix, c'est-à-dire leur taux de change, monter. Et descendre si c'est l'inverse. Nous sommes dans un système de changes flottant : les taux de change varient quotidiennement, en fonction de l'offre et de la demande. L'avantage est évident : il ne peut pas sortir du marché des changes plus de devises qu'il n'en rentre. De même que, sur le marché, le nombre de choux-fleurs vendus est toujours égal, par définition, au nombre de choux-fleurs achetés. Ce qui a permis l'égalité, c'est la variation du prix du chou-fleur, qui a découragé ou encouragé les décisions d'achat. C'est la même chose sur le marché des changes : devises achetées = devises vendues. La balance des paiements est équilibrée. Moyennant des variations de taux de change. Pas besoin de contrôle, pas besoin d'intervention : le rêve, en quelque sorte, pour le capitalisme libéral.

**MAIS LA CONTRADICTION** éclate vite : si moi, Dupont, je vends des bicyclettes, c'est pour en

tirer un profit. Manque de chance, quand je vends mes livres sterling, le taux de change a baissé, et je me retrouve avec une quantité réduite de francs, qui couvre tout juste mes frais. Faut pas confondre : le commerce, ça ne peut pas être la loterie nationale ; un coup je gagne, un coup je perds. C'est pas pensable pour les « affaires ». Comme si on mesurait les monnaies avec un mètre en caoutchouc, qui varie de longueur d'un jour à l'autre.



Non, l'idéal, c'est un bon mètre, bien fixe. Voilà un deuxième système infiniment plus séduisant : un système de changes fixes. Avec un étalon, qui est l'or, et qui mesure toutes les monnaies. Il suffit de définir la valeur (en or) de chacune d'elle, c'est-à-dire sa parité.

Par exemple : si 1 F = 1 gr. d'or et 1 dollar = 5 gr. d'or, on aura tout de suite un dollar = 5 F. Mais le commerçant est méfiant et qu'est-ce qui me prouve, dit-il, que un dollar = 5 gr. d'or ? La réponse est simple : il suffit d'échanger votre dollar dans une banque américaine. Si on vous donne 5 gr d'or, la preuve sera faite. Ce qui suppose, bien sûr, que le change en or — la convertibilité-or — soit possible. Autrefois, ça l'était : on appelait ça l'étalon-or. J'ai de l'or, je peux le changer contre des francs, j'ai des francs, je peux les changer contre de l'or. La belle époque, quoi.

C'était facile, commode, et tout et tout mais... les banques, elles trouvaient que c'était pas fait pour les encourager, ce système. Le travail d'une banque, c'est de faire du crédit. C'est en prêtant qu'elle gagne sa vie. Mais si la monnaie nationale est convertible en or, je ne peux pas prêter plus de monnaie que je n'ai d'or en cave. Sinon, il va m'arriver des pépins, comme à un certain Law. Par contre, si je supprime cette convertibilité, ou si je la limite, trop, avec un certain tas d'or, je peux créer beaucoup plus de

monnaie. Ça ne me coûte rien, mais ça me rapporte. La bonne affaire, quoi.

**LES FINANCIERS** de cette belle époque, ils étaient malins. Le truc, ils l'avaient trouvé. Surtout les Anglais. Parce que les Anglais, ils avaient 20 ans d'avance sur tout le monde : des machines à vapeur, ils en vendaient partout. Et des matières premières en provenance de leurs colonies, aussi. A tel point

que, quand on voulait acheter quelque chose, c'était à Londres qu'il fallait aller. L'or affluait. Et les financiers de la City, ils le transformaient en billets, qu'on acceptait partout, puisque avec des livres on pouvait acheter tout plein de choses intéressantes. Alors, les banquiers britanniques, ils ont trouvé l'astuce : ils ont émis plus de billets qu'ils n'avaient d'or. C'était vraiment la « belle époque ». Et pan, la guerre, celle de 14, arrive. En novembre 18, il faut se rendre à l'évidence : la livre sterling, le franc, ils ne reposent plus sur grand chose. L'or a payé la guerre. Pas question de revenir à la convertibilité-or. Les banquiers soupirent d'aise. Enfin, on va pouvoir « travailler » sans entrave.

**ET C'EST LA CRISE.** La « grande », comme on dit. L'étalon-or, il a vécu. Pas question d'y revenir. Alors, on expérimente les changes flottants : c'est la pagaille. On manipule les monnaies, pour vendre au voisin plus qu'on ne lui achète. Chômage, dégringolade de la production, montée du fascisme. Puis la guerre. Quand celle-ci touche à sa fin, les Etats-Unis sont devenus une super-puissance. Tout le monde leur doit de l'argent. Ils ont raflé l'essentiel de l'or monétaire. Quand ils disent oui, tout le monde doit dire oui. Du moins, dans leur zone d'influence.

Sur le plan monétaire aussi, la loi sera américaine. Un peu nuancée, pour faire plaisir aux « Alliés ».

« Les problèmes monétaires sont en effet très courants, qui sont compliqué pour moi ; de toute façon, etc... Et puis, il y a ceux pour qui les problèmes monétaires secondaires : il s'agit de phénomènes comme on dit. Et on fétichisme de la marchandise... »

L'article de Denis Clerc veut ont tendance à rester en dehors pas hors d'atteinte, ni le domaine terrains sont des terrains de lutte seuls les champions des divers grand temps qu'ils n'y soient pas qu'ils décident !

D'abord, pas de changes flottants. Mais pas d'étalon-or non plus. Tous les deux gênent les « affaires ». Donc un étalon-dollar. Pas officiellement, bien sûr. Mais dans les faits : chaque monnaie est définie par un certain poids d'or. Mais seul le dollar est convertible en or. Et cette convertibilité est réservée aux Banques centrales des pays membres du Fonds Monétaire international (FMI).

Voyons donc comment les choses se passent. Le franc est défini par exemple par une valeur de 1 gramme d'or. C'est sa parité officielle, toute théorique, car personne, jamais, ne pourra obtenir un gramme d'or contre un franc. Le dollar, lui, vaut 5 grammes d'or. Donc 5 F = 1 dollar. Voilà le taux de change. Mais quand Dupont achète des machines-outils anglaises, les banques anglaises, pas folles, vont lui demander des dollars, pas des francs. Le franc, on ne sait pas vraiment ce que ça vaut. Comme toutes les banques du monde tiennent le même raisonnement, même les banques soviétiques, le dollar devient, en fait, la seule monnaie internationale. Et comme avec des dollars, on peut tout acheter, du chewing-gum aux Etats-Unis, bien sûr, mais aussi des diamants en Afrique du Sud, des transistors au Japon, pas besoin de convertir les dollars que j'ai en caisse en or. D'autant plus que si moi, banque Dudule, j'ai des dollars en excédent, je peux toujours les prêter à des confrères, pour un jour, un mois, un an ou plus. Les dollars font des petits, par l'or.

**VOILA L'ETALON-DOLLAR.** Au service de l'économie dominante. La France, pour dépenser des dollars, doit d'abord en gagner ou en emprunter. Les Etats-Unis, eux, sont dégagés de ce souci. J'investis ici, parce que c'est rentable, j'entretiens un régiment là, et « j'aide » tel pays sous-développé, dévoué.

# Champs -s- Marne

ernationaux » : pour beaucoup, la tourner la page... Deux attitudes boutissent au même résultat. Il y a je n'y comprends rien, c'est trop con, ça ne me concerne pas directement, qui «savent» ou qui croient savoir, internationaux ou pas, sont nées superstructurels, d'épiphénènes vas pas se laisser avoir par le

simplement montrer à ceux qui de ces problèmes qu'ils ne sont ine exclusif des spécialistes. Ces s et de contrôle, mais trop souvent apitalismes s'y retrouvent. Il est us seuls, car c'est de nos affaires

C'est ainsi qu'on crée l'empire américain : « Dieu aide l'Amérique » comme on dit.

Mais les meilleures choses s'usent. La puissance économique des Etats-Unis est écrasante. Mais les firmes américaines préfèrent l'outre-Atlantique, où les perspectives d'expansion sont plus brillantes. Les dollars affluent, affluent... jusqu'au jour où il y en a tellement, qu'on cherche, en Europe, à les convertir en or. Et qu'on s'aperçoit que de l'or, il y en a bien moins que de dollars en circulation. C'est la panique. La crise du système monétaire international a commencé. Dévaluation de la livre sterling (1967), dévaluation du franc (1969), réévaluation du mark (1973) flottement de la livre, puis de la lire, puis du franc, puis du yen.

Passons sur ces péripéties, qui ne sont que l'habillage technique des convulsions d'un système monétaire qui a vécu. Une remarque cependant avant de tenter une analyse de cette crise. Pour beaucoup, la dévaluation du dollar a marqué la fin de son règne. Rien de plus faux, car c'est l'inverse. Avant 1971, le dollar était convertible en or. Ce qui limitait quand même la liberté des Etats-Unis de dépenser ce qu'ils souhaitaient. Plus rien de tel aujourd'hui. Le dollar n'est plus convertible. Mais il reste la monnaie universellement utilisée. Et plus rien, désormais, ne limite son émission, ce qui explique la prolifération des capitaux « flottants » qui se déplacent d'un pays à l'autre : 193 milliards de dollars en 1973, selon les estimations de la Banque des règlements internationaux. Ne cherchons pas ailleurs les raisons de l'inflation internationale.

Une chose est évidente : la crise monétaire internationale est la traduction de difficultés, de contradictions, qui secouent le monde capitaliste. Car la monnaie n'existe pas en

soi, dotée d'une existence autonome. Elle est insérée dans un système social, qu'elle reflète. S'il y a une crise monétaire, c'est qu'il y a, plus profondément, une crise du système social, du mode de production.

**DES CONTRADICTIONS**, on peut en repérer facilement quelques-unes. La plus évidente est celle qui oppose les pays capitalistes entre eux. Car il est clair que la crise du dollar s'est déclarée en raison du déclin relatif des Etats-Unis (et non pas des firmes américaines, qui sont installées de part et d'autre de l'Atlantique) en tant que puissance économique. Les pays européens, nantis d'un potentiel économique en croissance plus rapide, ont cherché à remettre en cause les avantages un peu trop voyants que les Etats-Unis tiraient de leur « leadership » monétaire. Mais les Etats européens sont eux-mêmes empêtrés dans des oppositions trop fortes pour imposer un nouvel ordre monétaire. D'où la pluralité des réactions et des mesures prises par chacun d'eux. Le dilemme se fait particulièrement grave depuis un an : chacun des pays socialistes sait bien que le chaos monétaire perturbe les circuits d'échange et peut déboucher sur une crise majeure. Aussi, leur intérêt commun est de l'éviter. Mais chacun d'eux s'efforce en même temps d'imposer une solution conforme à ses intérêts propres : d'où l'absence de solution actuelle.

Cependant, l'analyse en termes de nations est un peu trop simple. Elle ne rend pas compte de la réalité. Au sein d'un même pays, les intérêts qui s'expriment sont contradictoires et, en dernière instance, l'emportent ceux qui détiennent le pouvoir sur les moyens de production dominants. C'est la raison fondamentale pour laquelle, malgré les crises qui se succèdent de façon quasi-ininterrompue depuis 1967, aucun des pays capitalistes n'a pris de mesure efficace de contrôle des mouvements de capitaux. Cela perturberait la gestion des firmes multinationales qui opèrent sur le marché mondial. Du coup, des masses importantes de capitaux, gérées centralement, se déplacent d'un pays à l'autre, créant des mouvements spéculatifs qui sont à l'origine des différentes crises particulières. La contradiction est évidente : l'essor des firmes multinationales exige la liberté de déplacement des capitaux, mais cette liberté provoque des crises monétaires. Cette contradiction là est la conséquence directe de la concentration et de la centralisation des capitaux à l'échelle mondiale, dans une société capitaliste où il n'existe pas de gouvernement mondial.

**L'EXPERIENCE** de ces dernières années a montré que les spéculations monétaires étaient susceptibles d'engendrer d'énormes profits. Beaucoup plus élevés, en fait que



les capitaux immobilisés, en moyens de production. D'où une liquidité croissante du capital, ce qui accroît d'autant le chaos monétaire. Il s'agit là d'une perversion du capitalisme, qui est des plus dangereuses pour le système lui-même : car le rôle historique du capitalisme est d'accumuler, d'investir. Lorsque ses propres contradictions lui font délaissier cette tâche, pour en revenir à quatre siècles en arrière, aux temps où c'était le commerce, et non la production qui était source d'accumulation et de profits, c'est le signe visible que la mécanique est enrayée et que la crise menace.

Au mouvement ouvrier de savoir de savoir profiter de cette situation.

Denis CLERC ■

— ORTF —

## L'explication nécessaire

Le mouvement de protestation s'amplifie et s'élargit à l'ORTF. Un double impératif guide ces jours-ci les débats des militants politiques et syndicaux de la radio-télévision. Il leur faut en effet inventer de nouvelles méthodes de lutte, qui soient efficaces, incisives et prises en charge par l'ensemble du personnel - grèves à répétition, actions de harcèlement face au pouvoir, interventions pendant des émissions en direct, etc... Sur ce point, l'obstacle principal réside dans les réticences de certaines catégories, enclines à attendre la mise en place des nouvelles structures pour y voir plus clair.

Il faut en même temps - beaucoup plus que dans le passé - rendre populaire

parmi les travailleurs le combat du personnel pour préserver son emploi. Depuis Lip, chacun a pris conscience que la « popularisation » est l'une des conditions essentielles de la victoire. La prise de conscience sur ce point existe désormais largement à l'ORTF : les militants savent combien certaines des grèves précédentes de l'Office ont été mal acceptées par les téléspectateurs. Mais, pour que l'explication se diffuse réellement dans le pays, pour que chaque travailleur comprenne et soutienne la lutte des agents de l'ORTF, le relais des grandes organisations populaires est plus que jamais indispensable. Plus que jamais, c'est de chaque militant de gauche et d'extrême gauche que dépend l'issue du combat.

D'autant que le gouvernement ne reste pas inactif, et travaille déjà à préparer l'avenir. A trois niveaux. Celui de l'emploi d'abord : l'état des listes de réemploi dans chacune des sept sociétés issues de l'ORTF et déjà très avancé : Marceau-Long est un fonctionnaire zélé. Au niveau des parades : une possible action « illégale ». Il est significatif (dans la mesure où on avait parlé du non-respect du programme minimum) que des officiers des transmissions aient effectué - ces temps-ci - des « stages pratiques » dans chacun des centres régionaux de diffusion de l'ORTF...

Enfin, la reprise en main de l'information dans le cadre des nouvelles entreprises de radio et de télévision est déjà organisée, sous la houlette directe de Poniatowski et de son majordome Mousset. Furieux que Sallebert (vous pensez : un chabaniste !) ait été nommé directeur de l'information de TV 2 sans feu vert gouvernemental, Ponia et son équipe s'occupent personnellement de la nomination des rédacteurs en chef et chefs de service politique de chaque chaîne, et entendent vérifier jusque dans le moindre détail la composition des différentes équipes...

Décidément, l'ère libérale nouvelle de la vie politique française, ça veut dire quelque chose.



# Le P.S.U. exclu des Assises !

**Dernière minute.** — Le Comité d'Organisation des Assises du Socialisme a décidé, ce mercredi 9 octobre, de ne pas accepter en son sein la nouvelle direction du P.S.U., et d'interdire la participation aux Assises de ceux qui sont en accord avec la majorité du Parti.

Cette décision stupéfiante a été prise après une délibération du Comité Directeur du P.S., dont une partie de la presse a déjà rendu compte ; elle a été appuyée par les représentants de la 3ème compo-

sante, et cautionnée, après quelques hésitations, par des représentants de l'ancien Bureau National.

Le motif de cette décision a été exposé clairement par le Parti Socialiste. Selon lui, un « contrat » avait été passé dont le « projet de société » est un élément, contrat par lequel les trois composantes se seraient engagées par avance à donner un prolongement organisationnel aux Assises, en termes d'unification. Le Conseil National d'Orléans

aurait donc rompu ce contrat... dont il n'a jamais entendu parler.

Pour sa part, la délégation de la direction du P.S.U. a tout fait pour rendre possible un accord, en s'appuyant sur les textes votés à Orléans : 1) Le P.S.U. a confirmé sa participation aux Assises, quelles que soient les intentions organisationnelles que les autres composantes y mettent ; 2) Sans reconnaître ses propres positions dans le texte du « projet de société », il le considère

comme une contribution au débat. 3) Le débat existe de toutes façons encore au sein du P.S.U. après les Assises, puisqu'un Congrès doit se réunir sous peu.

Ces explications ont été vaines. Il est clair aujourd'hui que, par la volonté du Comité d'Organisation, les Assises ne couvrent plus qu'une simple opération d'élargissement du Parti Socialiste, tel qu'il est, les militants étant là pour la figuration.

Et vive l'Autogestion !

Michel Mousel. ■

## INTRODUCTION A UN DEBAT

# le « projet de société » et le Manifeste de Toulouse

Le document soumis aux Assises sous le titre de « Projet de société » se présente comme une synthèse. Synthèse entre Mai 68 et Mai 74, synthèse entre « les programmes des différentes formations de la gauche », qui tous, indiqueraient « la direction où il faut s'engager pour aller vers une société différente ». Le texte se propose seulement de définir les objectifs et la logique de la Société à construire « de façon encore plus précise ». On voit déjà que le langage est celui de la diplomatie. Entre le « Programme commun » et le « Manifeste de Toulouse », entre la stratégie électorale et celle de la lutte pour le contrôle et l'autogestion, entre la « démocratie avancée », la voie réformiste et la voie révolutionnaire, comment réaliser une synthèse ? En fait, il s'agit plutôt du fameux pâté où le cheval « Programme commun » se compose avec l'alouette « Manifeste de Toulouse ». Sous un habillage qui ne réussit pas à dissimuler les coutures entre pièces rapportées, le « Projet » traduit très exactement le rapport des forces en présence.

## le nouveau front de classe

Une lecture attentive révèle les gradations en demi-teintes, les silences et les équivoques qui ont permis aux valeureux rédacteurs de réaliser leurs compromis.

Comment se situer par rapport aux sociétés de type stalinien et aux expériences social-démocrates en cours ? Problème délicat. Mais nos auteurs s'en tirent bien. Les premières « menaçaient l'homme

d'une soumission totale à un Etat tout puissant ». Notez l'euphémisme : seulement une menace, et encore, à l'imparfait. Les secondes « n'ont pas su proposer une alternative suffisante aux défaillances économiques et sociales de la croissance capitaliste ». « Suffisante » est admirable ! Avouez que « défaillance » n'est pas mal trouvé non plus. Mais ce ne sont que des hors d'oeuvre.

L'un des grands problèmes était d'introduire la stratégie antimonopoliste commune au PC et au PS sans toutefois abandonner toute référence à la stratégie anticapitaliste mise en avant dans le « Manifeste ». C'est là que les gradations sont indispensables. On procède par incidentes, notations anodines : on constate que l'inflation est génératrice de conflits sociaux ( « travailleurs, paysans, PME »). Première apparition des PME. Un peu plus loin, leur rôle est exalté : « La concentration capitaliste est accélérée par les restrictions de crédit qui frappent principalement les PME sans considération de leur utilité sociale ». Et nous voici préparés au grand tournant stratégique. Les petits et moyens entrepreneurs font leur entrée dans un « large front de classe ». Mais comment ces petits et moyens capitalistes, pour les désigner par leur nom « de classe », vont-ils participer au grand combat pour le socialisme ? Les auteurs du « Projet » se dépassent ici dans la synthèse. « Ce front de classe, spontanément défensif, antimonopoliste à court et à long terme, devenu offensif, anticapitaliste ». De deux choses l'une : ou bien, cela signifie que les PME seront « larguées » hors du front de classe (pourquoi ce singulier)

dans une étape ultérieure, ou bien que l'antimonopolisme les amènera à se nier elles-mêmes, en tant que PME, à devenir anti-capitalistes. Eh bien non ; il y a une troisième solution. Elles entreront dans « un grand parti socialiste » indispensable pour « cimenter le front de classe ». Dans ce creuset, les travailleurs salariés et les troupes de M. Gingembre se forgeront une conscience commune.

Telle est bien la pensée profonde de ce texte oecuménique. Entrez au PS, portez-le au pouvoir, et toutes les contradictions seront résolues. Et ce n'est nullement l'effet du hasard, si le thème du parti socialiste occupe dans le chapitre consacré à la stratégie la place la plus importante. Puisque « la prise du pouvoir à la suite de victoires électorales paraît être l'hypothèse la plus plausible », le renforcement d'un parti particulièrement adapté à la bataille électorale ( il vient encore de le prouver ) devient l'objectif numéro un. Le rassemblement de tous les mécontents, baptisé « front de classe » ou « stratégie de luttes » pour donner à certains des satisfactions de vocabulaire, est, dans le cadre de cette stratégie, la tactique la plus rentable. Tout cela est parfaitement logique, tout à fait cohérent. C'est du solide. On s'est longuement promené dans le ciel de l'autogestion, mais on est revenu sur la terre ferme des réalités électorales. Et là, on retrouve le Programme commun et la stratégie qu'il commande, saluée comme « un engagement irréversible ». La boucle est bouclée ; la synthèse est en pièces.

## l'abandon des acquis du PSU

Il faut tout de même relever un certain nombre d'abandons majeurs concédés par ceux qui, au moins théoriquement, parmi les auteurs du projet, se réclamaient du « Manifeste de Toulouse ». Le plus flagrant concerne la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire. Le contrôle n'intervient dans le « Projet de société » que postérieurement à la « conquête de l'appareil

d'Etat ». Contrôle de l'exécution du plan, contrôle des mandataires par les mandants, des décideurs par ceux qui sont soumis à leur autorité. En dehors d'une brève mention de « l'objectif du contrôle » dans certaines luttes actuelles, toute la stratégie du contrôle ouvrier et populaire et son rôle capital pour ouvrir la voie à l'autogestion se trouvent escamotés. On en comprend fort bien les raisons. Sur ce point, même une apparence de conciliation était impossible. Si la conquête de l'Etat est conçue comme une prise des leviers de commande opérée par un gouvernement porté au pouvoir par les électeurs, si l'autogestion est peu à peu octroyée d'en haut, on n'a que faire d'une stratégie qui tend à créer des organes de double pouvoir, qui prépare les travailleurs à devenir le véritable pouvoir. Où est passée la devise du « Manifeste » : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » ? A la trappe !

Pas davantage, et pour la même raison, n'est posé le problème de la destruction de l'Etat de la bourgeoisie. Certes, « les socialistes ne peuvent conserver l'Etat capitaliste tel quel » ( le « tel quel » est une autre trouvaille ! ). L'Etat sera donc transformé, nous dit le texte du « Projet ». A la lecture, on s'aperçoit que le programme de transformation de l'Etat actuel se résume à une plus large décentralisation de la gestion et à conférer à certains organismes, comités d'entreprises, comités de quartiers, associations de consommateurs, etc., des « pouvoirs d'initiative et d'intervention ». Le Programme commun ne disait pas autre chose. Tout cela est parfaitement compatible avec le maintien des structures essentielles de l'Etat actuel, mais incompatible avec la dynamique des luttes les plus significatives pour le contrôle, avec la perspective des conseils ouvriers et populaires, avec la revendication clé du « Manifeste de Toulouse » : « le pouvoir aux travailleurs ».

Le Projet de Société qui se veut la base idéologique ( on n'ose pas dire théorique ) de l'intégration dans la « nouvelle » force socialiste confirme que cette intégration passerait par l'abandon des acquis essentiels du PSU.

Victor LEDUC ■

# ASSISES : le Conseil au travail



La confrontation militante que doivent être les carrefours des Assises, cela se prépare ! Dans beaucoup de fédérations, la réflexion avait eu lieu et les délégués du Conseil National ont pu dans la Commission « Assises » du dimanche après-midi, débattre de ce que serait l'intervention du parti et ses propositions les 12 et 13 octobre. Pour cela, une fois rappelée la position de fond sur le sens de notre participation aux Assises (votée le matin même par le Conseil), et examiné le mode de désignation de nos délégués, des groupes de travail correspondant à la plupart des « carrefours » des Assises se sont mis en place.

L'objectif principal pour chacun d'eux a été d'étudier la possibilité de propositions d'actions communes, de plates-formes d'action anticapitalistes, propositions ne devant d'ailleurs pas se limiter aux seules trois « composantes » des Assises.

Il n'est pas possible ici de reprendre l'intégralité des documents, parfois fort longs, élaborés ou repris par chaque groupe. Nous nous limiterons à présenter l'essentiel des positions par rapport aux questionnaires introductifs et des propositions d'action et d'intervention.

## ● entreprises

Le questionnaire proposé pour ce carrefour constitue une base acceptable, à condition de le compléter par deux questions :

- quelle plate-forme d'action commune dans les entreprises, particulièrement sur les problèmes actuels d'emploi et de pouvoir d'achat (refus de tous licenciements, des mutations non volontaires, baisse des cadences, diminution du temps de travail sans perte de salaire, formation permanente sur le temps de travail, information sur la situation de l'entreprise, augmentation uniforme des salaires, ouverture des livres de compte, etc...);
- quelle pratique commune des organisations politiques par rapport à la stratégie du contrôle.

Une intervention politique du PSU dans ce carrefour devra, en se référant à toutes les formes de luttes qu'ont su développer les travailleurs depuis 1968, notamment porter sur la démocratie ouvrière, la remise en cause de l'autorité patronale et du rôle de la hiérarchie, la nature des productions.

## ● consommation

La situation actuelle nécessite des formes de luttes nouvelles, plus précisément sur le problème de la vie chère.

Pour cela, une activité subversive, le *circuit court*, opération qui répond, ainsi que les expériences déjà réalisées l'ont montré :

- à la lutte contre l'exploitation capitaliste (frein à la vie chère, mise en évidence de la formation des prix)
- à la réalisation de l'Unité Populaire (liaison entre les travailleurs des villes et des campagnes, entre producteurs et consommateurs)

— aux alliances de classes (contra-dictoire avec la stratégie de l'alliance anti-monopoliste)

Il est par ailleurs nécessaire de poser le problème des prolongements politiques d'une telle opération : organisation des travailleurs, campagne pour le contrôle populaire sur la consommation.

D'autres actions pourront être proposées en fonction des situations locales, s'inscrivant également dans la ligne du contrôle des prix, de la qualité et de la quantité des produits.

## ● femmes

La Commission « Femmes » du PSU, refusant de se laisser bernier par les mesures libéralo-réformatrices du pouvoir qui visent à démobiler les femmes, décide : — d'assurer le succès des objectifs déjà fixés : abolition de la loi de 1920, diffusion de la contraception, avortement libre et remboursé ; — de renforcer son soutien aux centres d'orthogénie et d'y imposer le contrôle des usagers (tout particulièrement dans ceux prévus officiellement par la loi) ; — de participer et de populariser les actions ponctuelles, éventuellement spectaculaires, menées par les femmes dans leurs luttes contre leur exploitation professionnelle, sociale, morale et spécifiquement féminine. Ces buts pourront être atteints avec le soutien total des autres secteurs en lutte : santé, entreprises, école, cadre de vie, vie chère, immigrés, par une remise en cause totale de l'idéologie bourgeoise, responsable de l'exploitation et de l'aliénation dont les femmes sont victimes.

## ● régions et collectivités locales

Le titre même de ce carrefour apparaît comme inacceptable, car il confond deux problèmes disjoints : la gestion de l'espace de l'Etat bourgeois, le problème des minorités ethniques, c'est-à-dire de leur identité.

La commission a de même critiqué l'orientation qui sous-tend le questionnaire : une « décentralisation » qui n'est qu'un aménagement de la centralisation actuelle, l'ambiguïté de la notion de « droit à la différence ».

## ● information, presse

Les délégués ont travaillé à partir des propositions de documents, celui élaboré par les « 3 composantes » au « Monde », les rapports sur l'ORTF et sur l'information locale. Deux préoccupations premières : empêcher le cloisonnement des luttes, réaliser la jonction avec les usagers.

## ● armée

La commission du Conseil, a estimé que les questionnaires proposés, séparant d'un côté « Armée », et de l'autre « Police-Justice », et posant des questions à la fois orientées et partielles, imposaient pratiquement une analyse et des répon-

ses qui ne correspondent guère (!) aux orientations du PSU. Elle a donc décidé d'élaborer un « contre » questionnaire que voici :

1) - Quelles sont les relations de l'armée avec la bourgeoisie nationale ? et avec l'impérialisme américain ? (OTAN)

2) - En dehors du complexe militaro-industriel, quel est le degré de militarisation de l'économie capitaliste ?

3) - Comment passer des luttes de résistances contre la militarisation (postes, aiguilleurs du ciel, paysan du Larzac) au contrôle populaire sur l'armée ?

4) - Que signifie l'expression « Défense nationale » ? Comment est-il possible d'organiser l'auto-défense des travailleurs ?

5) - Le concept d'autogestion implique l'abolition de la hiérarchie. Peut-on envisager le passage au socialisme sans démantèlement de l'institution militaire bourgeoise ?

6) - Y-a-t-il une police indépendante de l'institution militaire ? Quel est le rôle de la gendarmerie ? Quel est le rôle de l'armée dans la centralisation du Renseignement contre l'ennemi intérieur ?

7) - Que représente le service militaire ? Comment la lutte des insoumis et des soldats s'articulent-elles avec les autres luttes contre l'institution militaire ?

8) - Quelles mesures concrètes et immédiates s'inscrivent dans la perspective du socialisme et de l'autogestion devraient être prises par un gouvernement de gauche ?

9) - La présence d'organisations de masse au sein de l'armée réduit-elle les risques d'un coup d'état militaire ? Quel type d'organisation ? Ces organisations doivent-elles être organiquement liées aux centrales syndicales ouvrières ?

## ● éducation, formation permanente, culture

Le questionnaire proposé pour le carrefour sous l'appellation « Education, Formation Permanente, Culture » n'est plus celui qui a été élaboré, et qui avait reçu l'accord des représentants du P.S.U. et de la 3ème composante. Des modifications ont été apportées par le P.S. (pour la formulation précise de ces modifications, cf. ci-dessous) :

Les points III et IV du questionnaire disparaissent pratiquement : s'y posaient les questions politiques les plus importantes : la transition, l'Etat, l'organisation politique et les luttes. Leur suppression est donc un important recul, et elle traduit la volonté de faire de ce carrefour un lieu de bilan des luttes (le problème du parti, intellectuel-collectif, unificateur des luttes, est par là même entièrement escamoté !).

Le point III comportait en introduction le « principe » suivant : la nécessité que ce soient les travailleurs — exploités et dominés par le système capitaliste — qui constituent le principal pôle d'initiative des luttes sur la formation et la

culture — pour que celles-ci s'articulent sur le socialisme autogestionnaire. Cette question politique de « l'hégémonie » est aussi gommée.

Disparaissent donc du même coup toute question sur la mise en cause à long terme de l'institution scolaire (liée aux problèmes de l'Etat), et, en même temps, une question sur la « démocratisation ».

Voici les questions et les textes supprimés du présent questionnaire :

### POINT I « Situation... »

— Une des formes de l'aliénation n'est-elle pas que l'école rejette et méprise toute culture autre que « la sienne » ?

— La question 2 se situe en termes d'apports. Elle remplace la question :

— Mais quelles sont les autres formes de l'aliénation et de la domination culturelles, en dehors de l'école elle-même ?

— La question 3 (du questionnaire définitif) remplace :

— Dans quelle mesure, et comment, les gens prennent-ils conscience de leurs illusions sur la fonction réelle de l'école (reproduire l'ordre social existant) ?

### POINT II

1. *Disparaît* : les médias (à propos des lieux de luttes).

Disparaît aussi l'indication : De plus, il ne faut pas oublier les luttes sur la formation et la culture qui ne se traduisent pas en objectifs internes à l'école, ou pas seulement (arts, mœurs, environnement, etc...).

2. La longue question n° 2 remplace et parfois occulte d'autres questions :

● La lutte pour des objectifs vraiment centrés sur le socialisme autogestionnaire peut-elle être prise en charge par des organisations regroupant de manière trop majoritaires des enseignants ?

● Quelles initiatives, et prises par qui, quelles formes d'action permettraient de réinsérer le monde et le mouvement ouvrier comme forces essentielles dans les luttes pour l'éducation et la culture ?

### POINT III

Disparaît le paragraphe d'introduction (qui avait été remanié).

On pourrait d'abord évaluer la portée de cette formule : si les travailleurs dans leur ensemble, en butte à l'exploitation et la domination capitalistes, ne deviennent pas le pôle principal d'initiative des luttes sur Education, Formation permanente, Culture, celles-ci ne pourront pas s'articuler sur le socialisme autogestionnaire.

Pour ce point, devenu le plus bref de tous, le plus simple est de reproduire le texte qui figurait dans le dossier soumis à F. Mitterrand le mercredi 11 septembre, en y intercalant (texte manuscrit), les adjonctions faites à la demande de plusieurs : (Suite p. 14)

# évolution et stratégie du mouvement communiste européen

Nombreux sont les signes annonciateurs d'une évolution accélérée du mouvement communiste en Europe occidentale. Non moins nombreux sont les signes d'un raidissement des dirigeants communistes au pouvoir en Europe orientale. Faut-il en conclure qu'une rupture se prépare entre ces deux branches, combien différentes ! du mouvement communiste européen ? Ce serait une grave erreur d'analyse et d'appréciation. Les uns et les autres sont résolus à éviter la scission, à colmater les brèches qui se creusent entre leurs organisations, à mettre l'accent sur ce qui les unit, à éluder, autant que possible, ce qui les divise.

## objectif convergent

Entreprise difficile, vouée en apparence à l'échec. Et cependant jouable, gagnable même à court et à moyen terme. Pourquoi ? Parce que, malgré les divergences multiples, ce qui prime ce sont les convergences essentielles en politique internationale. Les uns et les autres désirent dans l'immédiat maintenir le statu-quo territorial et social en Europe. Ils reconnaissent l'existence de la communauté économique européenne et s'efforcent d'établir entre elle et les pays du Comecon les relations les plus étendues et les plus avantageuses pour les pays d'Europe orientale.

Par des pressions extérieures et offres d'importantes commandes, ceux de l'Est cherchent à élargir la coopération entre les deux parties du continent. Par des pressions intérieures et alliances les plus étendues, les communistes occidentaux tendent à accroître leur influence au sein de la CEE, à transformer cette Europe occidentale des monopoles multinationaux, dominée par le capital nord-américain, en une Europe des travailleurs, indépendante, démocratique et pacifique.

L'objectif convergent des uns et des autres est de larguer les amarres qui attachent l'Europe capitaliste aux Etats-Unis d'Amérique, de désintégrer progressivement le pacte atlantique, de dénucléariser d'abord, de neutraliser ensuite cette partie du continent. En un mot, de « finlandiser » l'Europe occidentale tout entière. Vaste dessein, plus facile à concevoir qu'à exécuter. Ni l'Allemagne fédérale, ni la Grande-Bretagne ne sont disposées à s'engager dans cette voie. Quant à la France, elle reprend plutôt le chemin contraire et se rapproche, à petits pas discrets, des institutions atlantiques et de la puissance américaine.

Malgré tous ces obstacles, l'URSS et ses alliés persévèrent. Les négociations de Helsinki, de Vienne et de Genève piétinent ; qu'à cela ne tienne ! Peu à peu, les idées se frayent le chemin et, les difficultés économiques aidant, nombre de grands capitalistes envisagent, tout en s'abritant sous le parapluie nucléaire américain, qui leur est en tout cas assuré, de faire un pas de plus vers la limitation des armements et vers l'extension, tant désirée, des échanges économiques est-ouest.

Certes, cette coopération, aussi avantageuse aux uns qu'aux autres, n'est pas conçue de la même manière. Pour les soviétiques et leurs alliés, elle doit être essentiellement économique. Pour les occidentaux, elle devrait englober aussi

les échanges culturels, ce qui implique une certaine libéralisation des pays de l'Est. Or, ils s'y refusent résolument. Bien plus, à l'extension des rapports est-ouest, ils réalisent par une reprise en main idéologique, afin d'empêcher que les idées « bourgeoises » ne corrompent, par une contagion dangereuse, les soviétiques eux-mêmes. A la coopération économique élargie correspond en URSS la lutte idéologique renforcée.

Les partis communistes occidentaux ont une tâche difficile à accomplir. Favoriser le rapprochement avec les pays de l'Est ; dénoncer comme antisoviétique toute critique de l'URSS ; glorifier les succès et les réalisations des pays à direction communiste ; opposer, à la crise du monde capitaliste, la stabilité et les progrès du monde socialiste. Ils doivent se démarquer, en même temps, des procédés de gouvernement jugés choquants et incompatibles avec les institutions démocratiques occidentales.

Ils s'en tirent tant bien que mal, en proclamant leur solidarité avec les régimes de type soviétique, tout en affirmant que le manque des libertés publiques et personnelles est dû au passé des pays de l'Est qui, à l'exception de la Tchécoslovaquie, n'ont pas connu la démocratie et que, dans leurs pays, les libertés démocratiques seront préservées, voire étendues, par les gouvernements à participation communiste. Que, par exemple, la liberté de création artistique, littéraire, et scientifique, sera garantie à tous, y compris aux opposants, comme Soljenitsyne dont les écrits pourraient être publiés en absence de toute censure.

## démarche spécifique

Ainsi, tout en restant fidèles à l'URSS et à ses alliés, les partis communistes occidentaux insistent sur la spécificité de leur démarche et de leurs voies menant au socialisme, au « socialisme à la française » dont parle Georges Marchais, à l'italienne et à l'espagnole, selon Berlinguer et Carillo, qui ont souligné plus vigoureusement que leur homologue français, leur volonté de distanciation à l'égard de l'URSS.

Tous, ils sont engagés dans l'alliance avec les partis sociaux-démocrates. C'est le cas des communistes français, espagnols et portugais, ou, à défaut, dans la recherche de cette alliance, qu'ils sont prêts à conclure au prix de compromis pouvant aller très loin. Mais cette stratégie de front unique ouvrier ne les satisfait plus. Ils se proposent de l'élargir, de l'étendre à des classes moyennes y compris la moyenne bourgeoisie. Ils veulent conclure une alliance anti-monopoliste interclasses, en vue de constituer un gouvernement de front national ayant pour programme la réforme démocratique de la société capitaliste et non plus la transformation fondamentale de cette société et la construction du socialisme.

Une telle alliance pourrait à la rigueur trouver sa justification dans les pays de dictature militaire ou policière, afin de l'abattre et d'y rétablir la démocratie. C'est le cas de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal. Encore que la tragique défaite chilienne impose à une telle alliance et aux concessions qu'elle entraîne, des

limites précises. Mais que faut-il penser de l'offre d'un « compromis historique » faite aux démocrates par Berlinguer, secrétaire général du PC italien ? Que faut-il penser des déclarations de Georges Marchais qui croit les travailleurs français incapables à lutter pour le socialisme, désireux de ne pas dépasser le cadre du régime existant et de se contenter d'une démocratie (capitaliste) avancée ?

Les soviétiques ne voient nul inconvénient à cet élargissement des alliances, à condition qu'il favorise la coopération est-ouest et, à plus long terme, la neutralisation de l'Europe occidentale. Quant aux audaces verbales des communistes italiens, qui ont osé parler d'une Europe tout entière neutre, ni pro-américaine ni pro-soviétique, est-il utile de préciser que de telles visées n'ont aucune chance d'être approuvées par les dirigeants de Moscou ?

## une conférence internationale

Les jalons d'une telle politique ont été posés lors de la rencontre des partis communistes d'Europe occidentale qui s'est tenue à Bruxelles au début de cette année. Malgré certaines initiatives jugées intempestives, l'URSS a accueilli avec faveur les conclusions de cette rencontre. La « Pravda » a approuvé avec empressement l'idée de « transformation de l'Europe en un continent de paix », grâce à la création d'un « système efficace de sécurité européenne ».

Cependant, pour éviter certains dérapages, et pour mieux coordonner, dans leurs grandes lignes, les stratégies des communistes au pouvoir dans les pays de l'Est et de ceux qui opèrent dans les pays capitalistes, les dirigeants soviétiques ont, à plusieurs reprises, lancé le projet d'une conférence communiste internationale, analogue à celle qui a eu lieu en juin 1969 à Moscou. Ils se sont heurtés aux réticences des communistes roumains, yougoslaves et italiens. Les récentes tentatives de constituer un parti « kominformiste » et les condamnations qui les ont suivies n'ont pas contribué à lever les objections de Tito à participer à une telle conférence.

Voyant l'impossibilité de le faire dans un proche avenir, et sans renoncer à leur projet, les dirigeants soviétiques ont poussé leurs habituels porte-parole bulgares et hongrois à proposer une conférence des partis communistes européens, englobant ceux de l'Est et ceux de l'Ouest, à l'exception de la seule Albanie. Une telle conférence a déjà eu lieu en avril 1967 à Karlovy Vary, en Tchécoslovaquie. Bien entendu, cela impose une minutieuse préparation.

Selon les informations provenant de Belgrade et de Londres, la première réunion préparatoire se tiendrait à la mi-octobre à Varsovie. Ce ne sera pas la dernière. Car les obstacles sont de taille. Les dirigeants roumains posent, à leur participation éventuelle, trois conditions : une conférence communiste ne doit pas porter atteinte à l'indépendance de chaque parti ; elle ne doit prononcer aucune condamnation. Les deux premières conditions peuvent être à la rigueur tournées ; la troisième, qui vise explicitement le refus d'excommunier de PC chinois, est d'autant plus impérieuse qu'aussi bien les communistes

roumains que yougoslaves, et, dans une moindre mesure, italiens et espagnols, entretiennent des relations correctes voire amicales avec les chinois et refusent de prendre part dans la querelle sino-soviétique.

Quant on connaît la persévérance et la patience des dirigeants soviétiques, l'ampleur de leur réseau d'influence et de leurs moyens de pression, on peut sans risque d'erreur prévoir qu'une conférence communiste pan-européenne se tiendra dans un avenir pas trop éloigné. Comme celle de Karlovy Vary, elle marquera une étape sur le chemin d'une conférence communiste mondiale. Les soviétiques y tiennent. Brejnev en a besoin pour asseoir son prestige de leader du monde et du mouvement communiste. Il fera les concessions nécessaires pour y parvenir.

## l'union nationale

Quant aux partis communistes occidentaux, ils adoptent de plus en plus une politique réformiste et légaliste sous le signe de l'union nationale. Ils veulent accéder à l'exercice du pouvoir grâce aux élections et répudient, au stade actuel de leur évolution tout recours à la violence révolutionnaire. En France notamment, au lieu de tourner sur la gauche leurs alliés sociaux-démocrates, qui cherchent à capter des voix centristes, ils s'efforcent de les tourner sur la droite, en faisant de la surenchère nationaliste pour gagner des voix gaullistes. Reste à savoir dans quelle mesure cette stratégie s'avèrera payante en période de crise, alors que la bourgeoisie fait tout son possible pour rejeter sur les travailleurs le lourd poids des sacrifices. Reste aussi à savoir, et c'est finalement essentiel, si les travailleurs accepteront, au nom de l'unité nationale, les sacrifices qu'on veut leur imposer.

Victor FAY. ■

Guy LESAGE

## ON NE PEUT PAS ATTENDRE LE SOCIALISME

(version abrégée : raisonnement de base)

Ed. Grassin 5 F.

Des raisonnements que tout le monde devrait connaître et tout le monde devrait comprendre. Bloquer les prix et augmenter périodiquement les salaires en plus : c'est possible !

Une solution immédiatement réalisable par l'action des travailleurs.

Par correspondance : Ed. Grassin 50 rue Rodier Paris (9e) - joindre 5 F - chèque ou mandat C.C.P. 157. 79.08 Paris. En vente dans les librairies suivantes :

- La Joie de Lire 19 rue St Séverin (5e) - Librairie 1 rue des Fossés St Jacques (5e) - Librairie 135 bd St Michel (5e) - C.F.D.T. 26 rue Montholon (9e) - Diderot 146 rue fbg Poissonnière (10e) - Le Monde Libéraire 3 rue Ternaux (11e) - Liaisons Directes 4 rue Aligre (12e) - Jonas 14 rue Maison Blanche (13e) - P.S.U. 9 rue Borromée (15e) - Libr. de Paris 7 place de Clichy (17e) - La Marge 371 rue d. Pyrénées (20e) -

# Titan-Coder veut vivre !

 Neuf heures. Le mistral souffle déjà sur St-Charles, dans la banlieue de Marseille, où s'étirent les ateliers de Titan-Coder. Comme chaque matin, plusieurs centaines de travailleurs se rendent en assemblée générale. Lentement, ils franchissent le piquet de garde syndical — puis passent entre les rangées de semi-remorques et de wagons qui attendent, immobiles, la reprise du travail et des ventes. Dans l'atelier de peinture où les grévistes se réunissent d'ordinaire, de vieux wagons de la SNCF sont en cours de « retape » : pour l'heure, ils servent de plateforme aux délégués syndicaux, et de loges aux grévistes.

« Grévistes », en fait, n'est pas le mot. Le 16 septembre encore, ils travaillaient quand la radio leur a appris brusquement que le tribunal de commerce mettait le groupe Titan-Coder en liquidation et se préparait à licencier les 2 700 travailleurs des quatre usines. Aussitôt, ils avaient cessé le travail et voté l'occupation par 82 % des voix des ouvriers et cadres présents (soit les trois quarts du personnel). Comme à Lip, des commissions ont immédiatement été mises en place : intersyndicale, presse, manifestations, popularisation, organisation interne. Une occupation combative donc, avec le souci constant de ne pas se laisser oublier et isoler : c'est ainsi que, dès la première semaine de grève, les Titan de Marseille devaient la « nationale » pour obliger les voitures à passer dans l'allée centrale de l'usine, ils multipliaient les « sorties » en ville, organisant un sit-in sur la Canebière, envoyant des délégations chez Gaston Defferre et Edgar Faure, à la Foire de Marseille, et dans les boîtes de la région.

**LE GRAND PROBLEME** : durer, ne pas se laisser diviser, ne pas se démobiliser. C'est pourquoi l'assemblée générale du matin est indispensable pour décider oui, mais surtout pour garder la cohésion. Les délégués sont juchés sur une plateforme : celui de la CGT (elle est largement majoritaire), celui de la CFDT (qui n'est implantée que depuis un an), celui de la CGC (qui n'est pas la moins combative, une fois n'est pas coutume). Le soleil pénètre mal par les verrières crasseuses. L'atmosphère ce matin-là est un peu morose : on sait que les lettres de licenciements sont parties. On s'y attendait bien sûr, mais ça va faire un coup aux gars. Pour « compenser », les délégués ont pensé faire une proposition : l'occupation le matin même de la Chambre patronale de la métallurgie à Marseille. En attendant, ils font le point des démarches : accueil chaleureux des camarades de LMT ; les chèques pour le paiement des 15 premiers jours de septembre, c'est enfin en route. Le préfet a assuré hier que...

Bourdonnement dans la salle : ça tarde et il y a les frais de la rentrée scolaire. Le délégué CGT lâche la nouvelle sur les lettres de licenciement : elles sont parties hier pour

Maubeuge. Bientôt, ça sera pour Marseille. Un silence qui dure. Un sifflet. On passe vite : le responsable régional syndical CGT de la métallurgie enchaîne : « Ils veulent liquider au plus vite, car ils pensent bien que si nous continuons à rayonner comme ça à travers la région et la France, ça va devenir un problème national. Pendant 60 jours (NDLR : la période qui devrait en principe leur être payée au titre des « superprivilèges » accordés au personnel licencié après faillite) il faut faire parler de Titan partout. Ce n'est pas fini Titan ; ce n'est pas parce que les lettres de licenciement sont parties qu'on va baisser les bras. Au contraire, ça doit être une réaction de tous à Coder et ce matin même ».

**COUP POUR COUP.** Dans un gros semi-remorque qui mérite bien le nom de « Titan », cent cinquante grévistes s'entassent, debout au coude à coude ; les autres suivront en voiture ou à moto. Et c'est la traversée de la banlieue, au milieu d'un concert d'avertisseurs, tandis que des gars martèlent contre la paroi du camion une saga du diable qui rappelle le cliquetis des machines de « Coup pour coup ». Dans la rue, on applaudit au passage. Pas un regard pour la publicité du « Méridional », le quotidien raciste (de grands panneaux indiquent que le journal commence la publication de « Soljenitsyne raconte »). Les jeunes grévistes reluquent les filles du haut du camion ; les vieux leur disent de se tenir tranquilles, parce que c'est sérieux la contestation.

Une heure après, le cortège formé en hâte vient surprendre la quiétude de ces messieurs de la Chambre patronale. Surprise et temporisation de leur côté. Chez les grévistes, un court moment d'hésitation ; des jeunes paraissent pousser, d'autres hésitent à rentrer, voulant mettre en avant les délégués. Moquette feutrée. Sur la table d'accueil, une brochure destinée aux jeunes à la recherche d'un CAP, jure qu'il y a des débouchés dans la métallurgie marseillaise : on rit jaune. Questions tactiques : comment faut-il se tenir ? On entre tous ? On garde le silence ? On monte à l'étage de la direction ? Pendant que les délégués sont reçus par le directeur, le hall et les couloirs sont envahis. « Les travailleurs, c'est tous des cons ! Voilà ce que l'on est à force de toujours fermer sa gueule » lance un travailleur. Un délégué bloque l'escalier : « Pas de vagues les gars, on est des ouvriers pas des vandales ».

**FAUSSE PISTE.** A travers les parois de verre, on voit le personnel chercher une contenance. Des gars entrent dans les bureaux des chargés d'études. « Ça me fera de la compagnie » commente sagement un « patron » occupé. « Oh oui ! » entonne un groupe de jeunes. On cherche l'amorce d'un débat. « Il y a pas beaucoup de cinéma porno, ici », dit un gars. Fausse piste, fausse note : silence pudibond du

« patron » qui feuillette fébrilement une pile de lettres.

Les yeux dans les yeux d'un patron, un vieil ouvrier se lance : « On viendra m'appeler pour la guerre, mais aujourd'hui on me fout dehors, sans même prévenir. J'ai travaillé huit ans au Canada : ça ne se serait jamais passé comme ça. Il a même fallu rouspéter pour avoir le chèque auquel on a droit. Mais mon ancienneté de 20 ans, qui c'est qui va me la payer ? C'est pas une grève ici ; on nous a jetés dehors. Qu'on nous donne au moins l'argent auquel on a droit ».

Le premier moment d'affolement patronal passé, la discussion s'engage :

— « Je suis poli, j'ai eu de bonnes places. Je veux travailler ici dans mon pays. Sinon, on va me saisir à cause de mon viager, de mon crédit. Il y a quelque chose à faire et le gouvernement devrait se mettre au milieu... »

— « Les remorques, ça se vend mal. Mais les chemins de fer, c'est l'Etat : il peut en donner du boulot pour 500 ou 600 ouvrières au moins. Et puis, il y a encore des commandes de remorques pour le Sahara... »

— « Nous on défend notre emploi. On ne se bat pas pour la Russie ou quoi. On veut vivre. On n'a même pas de certificat de travail... »

— « Ils veulent construire sur l'emplacement de Coder des maisons de campagne. S'il y avait eu Mitterrand au pouvoir, ça n'arriverait pas... »

— « Nous, on n'est pas des voleurs ! Mais il n'y a pas de patron : on ne peut pas travailler... »

— « S'il fallait parler à la télé, et même à Giscard, je le dirais et ça porterait : c'est malheureux, mais dans les autres pays capitalistes, comme l'Amérique, ça se passe mieux... »

— « Mais vous aussi, monsieur, ça pourrait vous arriver » (à l'adresse du « patron »)...

## ENTRE LES DEUX

Un délégué passe par le bureau et intervient : « Les papiers oui, mais la garantie de l'emploi, qu'est-ce que vous en faites les gars ? Faut pas l'oublier ! ». Le débat politique s'engage ; on ne fait plus attention au petit monsieur de la Chambre patronale : « Giscard ou Pompidou », quel est le mieux ? ». Grave question ! On tourne un peu : « En tout cas, on a abusé du malade ». « Quitte à choisir, reprend le délégué, je prends de Gaulle, parce qu'avec lui, quand même, la France... ». Et il enchaîne : « Mitterrand, s'il était au gouvernement, il pourrait toujours faire des conneries, comme ça, car il plongerait aussitôt ».

L'occupation est terminée, le cortège se reforme et traverse une



partie de la ville. Ce séjour à la Chambre patronale, ils n'en attendaient pas grand chose : ce n'est pas un centre de décision. Mais les grévistes de Titan-Coder voulaient montrer par là que le patronat lui aussi est sur la touche : qu'il est tout autant responsable que le gouvernement, et qu'il ne doit pas se croire quitte avec sa faillite. Il est difficile d'oublier en effet de quelle façon était gérée le groupe. Une simple anecdote : le 26 juillet, lors d'une réunion du comité central d'entreprise, M. Bon, le PDG, devait s'expliquer sur l'écart entre les objectifs que s'était fixés l'entreprise et la réalité. « Depuis le 10 avril, a-t-il répondu, le marché intérieur n'a cessé de se dégrader. Nous pensions à l'époque que cela était dû au décès de monsieur le Président de la République (sic). Avec la campagne pour les présidentielles, aucune reprise ; mieux l'écart passe de 18 à 25 % ; en juin de 25 à 35 % ; et dans les 18 premiers jours de juillet, nous constatons douloureusement que l'écart est passé brutalement à 65 %... ». Avec un patron si clairvoyant, le personnel avait des raisons de s'en faire...

Mais c'est déjà du passé ! Après trois semaines d'occupation, l'affaire est toujours au point mort. Syndicats, partis de gauche, élus de la région, etc., demandent que la Régie Renault — avec la Saviem et en liaison peut-être avec Berliet — reprenne en charge ce secteur, avec une subvention de l'Etat. C'est, dans l'état actuel des choses, la seule solution nationale qui puisse être envisagée. Sinon, c'est la vente totale de cette activité aux fabricants américains qui règnent déjà sur plus de la moitié du marché. Par avance, M. Chirac a répondu : pas d'entreprise nationale du poids lourd ; si solution il y a à l'impasse actuelle, ce ne peut être que dans le démantèlement du groupe en fermant les branches non rentables, en rétrocedant les autres au plus offrant.

Pourtant, Titan veut vivre : en l'absence des patrons, les ouvriers et les cadres supputent les chances, discutent des solutions industrielles, font le compte des possibilités commerciales. Leur bataille est dure, ingrate : les semi-remorques, ça n'est pas aussi populaire que les montres. Pourtant, elle est capitale : pour la vie des régions concernées, où d'autres entreprises ferment leurs portes, pour la sauvegarde d'un secteur de production nationale dans cette branche de l'industrie, pour la lutte contre un régime qui ressucite partout le « laissez-aller, laissez faire » des économistes libéraux du siècle dernier.

Ph. MARIELLE ■

## plumer la volaille... communiste ?

■ Bien intéressants, les résultats des dernières élections législatives partielles. D'abord bien sûr, parce que la gauche l'emporte dans deux circonscriptions sur les six concernées : adieu à Lecat, exemple réjouissant de Giscard-chabaniste, et à Fontanet qui, élu depuis 1946 sans grands problèmes en Savoie, avait fini par croire qu'il possédait un « fief »...

Intéressants surtout, ces résultats, parce que, quel que soit l'élu, UDR, socialiste, ou radical, dit « de gauche », l'évolution des suffrages traduit partout la baisse nette de l'UDR (ou de son allié CDP) par rapport à mars 1973. Même Torre — élu avec 325 voix d'avance en Ardèche — perd 8% de suffrages exprimés d'une année à l'autre.

Il reste, bien sûr, que l'évolution des suffrages en faveur de la gauche n'a guère profité qu'à la gauche « non communiste », qu'il s'agisse du PS ou des radicaux (ces derniers fussent-ils d'anciens tixiéristes...). Dans quatre des six circonscriptions, le PC régresse par rap-

port à ses scores du premier tour de 1973. Plus significatif encore : alors qu'en Dordogne, le total des voix de gauche du premier tour représentant 54% des suffrages exprimés, le candidat communiste, Péron, resté seul en lice au second tour face à Guena, plafonne à 48,5%. Les électeurs communistes ayant, eux, manifesté leur coutumière discipline dans les autres circonscriptions, on comprend que le PC n'ait guère apprécié : tout pour l'union, certes, mais que le PS prenne garde de vouloir « plumer la volaille communiste »... Que les candidats socialistes (Blanc en Savoie, par exemple) prennent garde d'épouser les thèmes anti-communistes de la bourgeoisie, en affirmant que seul un candidat non-communiste peut battre le représentant du pouvoir.

D'où le communiqué du Bureau politique du PCF publié dans l'Humanité du 8 octobre : « Nous le disons franchement, le mot d'ordre constamment répété de la nécessité d'un prétendu rééquilibrage des forces de gauche prend un caractère de plus en plus pernicieux parce

qu'il comporte (...) l'idée de réduire l'influence communiste ». Assurément, il ne s'agit en aucun cas pour le Bureau politique du Parti de remettre en cause la politique d'union de la gauche, et la perspective radieuse d'union du peuple de France. Mais, à l'intérieur de cette

perspective, le PCF n'entend pas se contenter de tirer les marrons du feu pour une social-démocratie triomphante. Encore une fois : les résultats de ces « partielles » s'avèrent bien intéressants !...

### Te conseil au travail

#### 1) Dans l'immédiat

Pour les militants socialistes, l'action sur le terrain de l'éducation, la formation permanente et la culture n'a pas pour but de replâtrer le système social actuel. Il s'agit plutôt de préparer le maximum d'hommes et de femmes à être capables de lutter pour le socialisme autogestionnaire, et de se situer dans un autre mode de production, une autre société.

a) Quelle place a pu prendre l'idée de contrôle des travailleurs, de contrôle des collégiens, lycéens, étudiants, dans les luttes sur l'éducation et la culture depuis 68 ?

b) A travers de quels objectifs de lutte a-t-on pu parler de l'avancée d'une partie des enseignants vers la perspective autogestionnaire ?

c) Dans la masse des objectifs poursuivis, y en a-t-il qui soient significatifs d'un projet socialiste autogestionnaire ? Par exemple : privilège donné à des revendications qualitatives reme

c) Dans la masse des objectifs poursuivis, y en a-t-il qui soient significatifs d'un projet socialiste autogestionnaire ? Par exemple : privilège donné à des revendications qualitatives remettant en cause l'institution école (ex. : la sélection) sans pour autant négliger la traduction de tout objectif en terme de moyens matériels. Autres exemples : luttes pour affirmer le droit à la différence ; luttes pour la gratuité effective de l'éducation ; luttes sur l'inégalité des couches sociales diverses devant l'école (et également, inégalité des sexes).

Quels sont les objectifs sur les autres terrains de luttes : famille, quartiers, M.J.C., régions, etc... ?

d) comment faire pour briser la séparation entre école et les lieux où

les groupes humains inventent leurs cultures ?

#### 2) A plus long terme

S'il n'est pas possible (ni souhaitable) de dresser ici un catalogue complet des mesures à prendre par un gouvernement de transition, n'y a-t-il pas des mesures concrètes qui seraient de nature à démarrer un dégagement de la politique d'éducation et de culture de la domination bourgeoise ?

A titre d'exemple, il pourrait être intéressant de discuter de certains types de propositions :

— création d'un crédit-éducatif : droit pour ceux qui ont quitté l'école à 4 ou 5 ans de formation à temps plein, rémunérée, pendant leur vie ultérieure ;

— obligation à tous d'une formation « manuelle » en 2 ans et d'un stage rémunérateur et contrôlé, quelles que soient les études ultérieures ;

— sur la formation permanente : l'adoption des programmes de formation revient en dernier ressort au collectif des travailleurs de l'entreprise ou de la branche concernée ; de plus, le compte formation permanente d'une entreprise est public.

Ne faut-il pas parler d'un échec de l'idée de démocratisation (de la société et de la « culture ») par l'école ?

A plus long terme, la perspective du socialisme autogestionnaire est-elle compatible avec le maintien du système éducatif et de l'école mis en place par la bourgeoisie ?

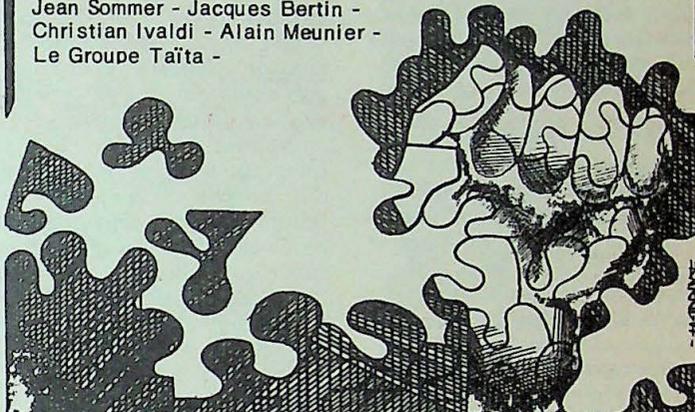
Si non, quels modes d'éducation, de formation, peut-on envisager ?

En quel sens la réalité de l'Etat bloque-t-elle tout changement décisif des institutions éducatives et culturelles en général ?

**FÊTE**  
**DES ASSISES DU SOCIALISME**  
sous le chapiteau à CACHAN  
(esplanade de la Maison des Jeunes)

**Samedi 12 octobre**  
**à partir de 18 h**

avec : Le Grand Magic Circus -  
Catherine Lara - Pierre Tisserand -  
Jean Sommer - Jacques Bertin -  
Christian Ivaldi - Alain Meunier -  
Le Groupe Taïta -



**P. J. Oswald**



#### TROIS BILINGUES OCCITAN-FRANCAIS :

**Robert Lafont**  
**Air libre (choix de poèmes 1951-1973)**

Un premier bilan de l'oeuvre considérable d'un des poètes les plus importants de ce que l'on pourrait appeler la « Renaissance occitane ». (« Poésie d'Oc », 15 F)

**Joan-Luc Sauvaigo**  
**Mon fils, c'est un beau jour pour mourir**

Ce long, violent et beau poème est en même temps un virulent pamphlet par lequel J.L. Sauvaigo inscrit durablement son nom dans l'histoire de la littérature et de la revendication occitanes. (« Poésie d'Oc », 12 F)

**Teatre de la Carriera**  
**Tabò ou la dernière Sainte-Barbe**

Dernier spectacle du Teatre de la Carriera, théâtre populaire occitan, cette pièce a pour thème la liquidation du bassin minier en Occitanie. (« Théâtre hors la France », 12 F)

**UN ROMAN BRETON :**  
**Yeuenn Còic : Hebken**

Le nouveau roman de l'auteur des « Ploucs » : comment un enfant trouve « Hebken » devient l'un des principaux artisans de la « Commune » de « Pont-l'Abbé ». (6,90 F)

#### DEUX PIECES SUR LE CHILI :

**Maurice Regnaut**  
**Pacifique Chili**

Une fresque théâtrale sur le Chili d'Allende écrite dans une admirable langue théâtrale. (12 F)

**Juan Fondon**  
**Chile Vencera**

Le Chili depuis Pinochet : jamais l'unité du peuple chilien n'a été aussi forte que dans le combat clandestin. (12 F)

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75 005 Paris/033 90 07

## Un appelé du 19e RA de Draguignan

## « pour nous, c'est quand même une victoire »

L'armée est de nouveau chez elle à Draguignan : le contingent a été maté, neuf « meneurs » sont au trou, les autres étroitement surveillés. Mais il y a plus : le gouvernement vient de lui faire un cadeau en annonçant le transfert de la préfecture à Toulon, ce qui signifie — à terme — que les militaires et leurs familles seront bientôt les seules à occuper la ville. Cela, Robert Chapuis avait été le dire sur les lieux mêmes, au nom du PSU, voici quinze jours (cf. TS supplément au n° 629). Cette fois, nous donnons la parole à un appelé du 19e RA de Draguignan qui a participé à la lutte dans la caserne. L'interview a été recueillie par un correspondant du journal local « L'Estofa-Gari ».

● Comment se déroulait la vie dans la caserne avant la manifestation ?

— Tu étais baisé vachement souvent. Tu sortais une fois par mois. C'était vachement con, tu n'avais pas de quartier libre en civil. Pour les permissions, 50 % des gars étaient baisés. Ils devaient rester le week-end, soit disant au cas où il faudrait « aider » les civils.

● Et en ce qui concerne les Antillais ?

— Les Antillais, dès qu'ils rentraient, ils étaient affectés à la BCS, et de là directement au service général. Le service général c'est les mecs qui entretiennent une bonne partie de la caserne : balayage, nettoyage, etc... Il y en avait certains comme l'adjudant de batterie quand ils voyaient arriver un Antillais, ils disaient : « Ah ! tiens, bonnard ! Un pour le service général ! ». En plus, il y avait des réflexions racistes, comme un gradé qui a dit : « Ces mecs-là, il faudrait tous les aligner contre le mur, et avec un PM, tatata, les descendre ! »

● Ça venait de qui, ces réflexions ?

— Des adjudants, et un peu de tout le monde. Mais les gars du midi, tu sais comment ils les appellent ? La racaille franco-italienne, alors... Faut te dire que les gradés, ils sont tous du Nord. Enfin pour les Antillais, c'était surtout des réflexions et des brimades. Et ceux qui ont de bons postes, tu les comptes, ils sont rares : deux chauffeurs, un mécano. Pourtant il y a des mecs qui sont au service général et qui ont de bons boulots dans le civil. C'est ça qui est con.

● Quand l'appel des cent a-t-il été signé ?

— Quelques gars ont signé vers le mois de juin. Il y a un paquet de temps déjà que ça dure. A chaque nouvelle classe qui rentrait, on allait faire signer l'Appel. De temps en temps, tu te trouvais avec un gars qui te disait : « Si tu veux signer ça, pour telle et telle raison... »

● Les revendications de l'Appel des Cent étaient-elles connues par tous ?

— Oui. Parce que les mecs, avant de signer, on leur montrait l'Appel. « Si vous êtes d'accord, vous signez, si vous n'êtes pas d'accord, vous ne signez pas. » Ils étaient pas obligés, hein ? Ils l'ont fait de plein gré.

● Certains ont prétendu qu'on faisait signer l'appel des cent pour telle ou telle raison particulière, pour les transports gratuits par exemple, mais sans faire connaître le contenu de l'appel.

— C'est pas vrai ! Moi, je l'ai lu entièrement. On ne me l'a pas caché. C'est ce qui est apparu au moment de la manif. Ce qu'on a demandé, c'est ce qu'on avait signé. C'est pas comme l'ont dit les journaux. C'est pas vrai, ça. C'est des appelés qui l'ont fait, c'est pas comme l'a dit le ministre des Armées, Soufflet, une manifestation faite par des professionnels dont il aurait rien à craindre.

● Comment en êtes-vous arrivés à des réunions dans la caserne ?

— Il y a certains mecs qui ont commencé à parler, à discuter avec des gars qu'ils connaissaient, dont ils étaient sûrs. Puis le gars discutait avec un collègue et ça s'est su de partout.

● Quels buts avaient les réunions au départ ?

— C'était pour discuter, les réunions, c'était pas parti pour une manif. Plutôt pour faire des revendications, des trucs clandestins comme diffuser des tracts. On parlait de Draguignan, et aussi de ce qui avait été demandé ailleurs, comme la solde à 1 000 francs.

● La manifestation a bien été précédée par la diffusion du journal de la caserne ?

— Oui. Ça, c'était la veille au soir. On a commencé à distribuer dans la nuit. On en a balancé de partout, dans toutes les chambres, et après ça c'est décidé à la réunion du lendemain.

● Il y a pas eu de pet, le secret a été bien gardé ?

— Oui. Pour la manif, presque personne ne le savait. Les gars l'ont appris une heure avant de partir. On avait fait une réunion à midi et demi.

● Comment s'est passé le rassemblement ?

— Il y a des gars qui sont passés dans les batteries et qui ont commencé à gueuler : « Rassemblement, rassemblement ! On arrête le boulot ! » Il y avait à peu près deux cent mecs. La première idée, c'était d'arrêter le boulot, de s'asseoir devant l'ordinaire et de plus bouger. Mais certains ont commencé à crier : « On sort dehors, on sort de hors ! » Et c'est de là que c'est sorti. Au départ, c'était pas une manif ; c'était plutôt une sorte de grève.

● Les journaux ont largement parlé de la manifestation elle-même, avec le sit-in devant la préfecture, mais que s'est-il passé en rentrant ?

— D'abord, le colonel B voulait qu'on rentre sous son commandement, lui en tête et nous derrière, en rang par quatre et au pas. On a pas voulu, sinon ils auraient dit qu'on s'était soumis. On a décidé de rentrer seuls, et par le chemin qu'on voulait. Quand on est arrivés à la caserne, on a baissé la tête, comme on le voit sur les photos, avec le capitaine, les poings sur les hanches : on dirait le mec qui a repris le dessus, c'est pas vrai ! Parce qu'il avait autant la frousse que les autres gradés.

Si on a fait ça, c'est pas parce que les gars avaient peur, c'est qu'on voulait montrer que ça nous faisait chier d'y rentrer. On est rentrés tranquilles, on a fait un tour de cour et on est revenu à l'Ordinaire, au premier étage. Là on a exposé nos revendications au colonel de la Sécurité Militaire. Il a rien promis ; en disant que ça se traitait pas à ce niveau, plutôt à celui du commandant du 19e RA.

Après il y a eu les flics à la caserne ; pas la SM, les flics de Draguignan. Ils ont interrogé pour ainsi dire toute la caserne en commençant par les signataires de l'Appel des Cent. Ils voulaient savoir qui avait distribué les tracts, organisé la manif. On a dit que c'était d'un commun accord qu'on avait fait la manifestation. Le jeudi matin, ils ont arrêté Pelletier, puis d'autres, en fin de compte ils ont arrêté neuf gars. Ça a été vachement rapide. On était tous au boulot, ils sont venus les chercher là. On les a plus revus. Du capitaine, ils sont partis chez le colonel puis à Canjuers.

● Comment avez-vous réagi alors ?

— Ben, on était coincés. On avait peur de porter tort aux neuf copains qui étaient en cabane. Et puis de suite, dès qu'il y avait un petit groupe de 3 ou 4 mecs qui discutaient, il y avait un gradé qui venait voir, l'air de rien, à côté de toi. En dehors de ta section, tu pouvais plus voir les mecs ? T'avais toujours quelqu'un derrière toi, et en plus, ils ont changé l'heure des repas : on ne mangeait plus tous à la même heure.

● Est-ce que vous avez pensé faire quelque chose ?

— Après il y avait l'idée de faire une grève dans la caserne pour savoir ce qu'étaient devenus les copains, parce qu'au début, on ne le savait pas. Mais on n'a pas pu le faire.

Une semaine après le colonel est venu parler dans les batteries. C'est là

qu'il nous a annoncé que les neuf mecs étaient à Canjuers, interrogés par les flics. Il nous a dit aussi que les 50 % c'était fini, que le week-end il ne resterait qu'un minimum d'effectif à la caserne, 20 % à peu près.

Quelques jours après est parue une note de service permettant la sortie en civil le soir jusqu'à 9 heures.

● Et pour les 9 ?

— Ils ont été interrogés. En fin de compte, à part Pelletier qui avait été muté d'Allemagne pour avoir signé l'Appel des Cent, c'est neuf mecs qu'ils ont pris au hasard. Ils auraient pu en prendre d'autres. C'est plus tard que les sanctions ont été annoncées dans toute la caserne.

● Est-ce que tu sais d'où ils sont originaires ?

— Ravet, je crois qu'il est de Marseille, Rodriguez de Toulon, Pelletier et les deux Antillais Jules et Taurus sont de Paris.

● Qu'est-ce que vous attendez des gens qui vous soutiennent à l'extérieur ?

— Pas grand chose. C'est à eux de voir. Il faut que tous les jeunes, tous les gens intéressés montrent leur mécontentement. Et nous aussi. C'est surtout dans les casernes que ça va se passer.

En fin de compte, pour nous c'est quand même une victoire. ■

## VIENT DE PARAITRE LE « MAI » DES BANQUES

Réalisé par Jean-Pierre MOUSSY  
Georges BEGOT  
Alain DELANGRE  
Antoinette LANGLOIS  
Daniel MIGNOT  
Regine VIDAL

MILITANTS C.F.D.T.



SYROS

et n'oubliez pas...  
« l'Etat-patron » par Philippe Brachet  
Ed. Syros (30 F.)

## LA MORT DE MIGUEL ENRIQUEZ



Miguel Enriquez, fondateur et dirigeant national du MIR chilien est mort le samedi 5 octobre en combattant les armes à la main dans le quartier ouvrier de San Miguel à Santiago. C'est dans cette municipalité traditionnellement socialiste, où l'influence du MIR s'était développée en profondeur sous l'unité populaire, qu'on avait par souscription élevé une statue au « Che » Guevara, du temps d'Allende. L'assaut a été donné par l'armée à une de ces « casas de seguridad » (maisons de sécurité) de la Résistance à la suite de circonstances encore mal élucidées ; d'autres membres du MIR ont été pris ou tués, et c'est un devoir immédiat de faire pression par tous les moyens pour que leur sauvegarde soit assurée.

Quelle portée donner à l'événement ? A quelques jours de l'anniversaire de la mort du Commandant Guevara, les organisations révolutionnaires fédérées dans la junte de coordination du « cône sud » ( MIR chilien, ERP argentine, MLN tupamaros uruguayens, ELN bolivienne ) s'apprétaient à célébrer sa mémoire, qui n'est pas perçue en Amérique latine comme le souvenir d'un échec, mais comme la voie d'un espoir vivant. Venant après l'assassinat à Buenos Aires du Général Prats, ancien commandant en chef constitutionnaliste, la perte qui frappe le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire vient d'une manière sinistre rappeler à l'opinion internationale que la Révolution en Amérique latine n'est pas un jeu et que les forces de l'impérialisme sont redoutablement équipées pour supprimer à la fois les héros et les demi-héros. La mort d'un responsable important de la Résistance chilienne est une perte sensible non seulement pour le front antifasciste au Chili, mais aussi pour toute la gauche mondiale.

Cependant c'est à la fois un de-

voir internationaliste et une réflexion raisonnable d'affirmer notre conviction que cette escarmouche ne signifie nullement la fin du « foquisme aventuriste » que plus personne ne défendait au Chili, mais le début d'une nouvelle phase de lutte. En effet, le MIR chilien, à sa naissance partisan ouvert d'une guérilla rurale de type castriste, s'est profondément transformé au cours de son existence brève et mouvementée. Les miristes avaient acquis peu à peu par une pratique de masse et un approfondissement de l'analyse des conditions nationales et internationales de la lutte pour le socialisme, une vision très claire de la nécessité de la création d'un appui populaire large préalable au déclenchement de la lutte armée.

Récemment, l'ensemble de la Gauche chilienne affirmait que les liens s'étaient désormais renoués entre militants et organisations clandestines et que, dans l'effroyable échec économique et politique de la Junte, les conditions existaient pour une nouvelle phase plus active de la Résistance. Mais un débat fondamental était en cours : le MIR et le MAPU prônaient la constitution partout de comités de résistance, à la base, comme noyaux élémentaires du front antifasciste permettant l'hégémonie des forces révolutionnaires dans ce front ; ils rejetaient l'idée d'un front essentiellement constitué par négociations au sommet, et dans lequel il était probable que l'alliance entre secteurs antigorilles de la bourgeoisie et secteurs réformistes de l'UP dominerait la scène politique au jour où la junte éclaterait, minée par ses contradictions.

Le débat entre ces deux lignes était en pleine évolution. Il sous-tendait un autre débat, entre partisans d'un passage au socialisme par une étape plus ou moins consolidée de démocratie, ou par une transition plus continue au so-

cialisme. La question de la lutte armée n'était pas immédiatement essentielle dans ce débat. Nulle formation n'envisage sérieusement qu'une junte militaire aussi puissamment aidée par les Etats-Unis sur le plan militaire puisse être abattue sans une forme ou une autre d'action armée. Seulement les formations qui comme le PC et le MAPU-OC cherchent essentiellement un compromis stable avec une Démocratie Chrétienne devenue anti-fasciste, envisagent plutôt qu'un rapport de forces militaires favorable surgira par une division de l'armée. La Nouvelle Démocratie naîtrait en s'appuyant sur ce secteur de l'armée chilienne qui pratique la répression avec de plus en plus de dégoût et constate à quel point les valeurs nationalistes sont bafouées par la junte qui actuellement vend le pays à l'encan. C'est ce projet que l'assassinat du Général Prats à Buenos Aires vise à démanteler. Prats aurait eu naturellement un rôle important à jouer dans une telle hypothèse.

### PROPAGANDE ARMÉE

D'autre part, les formations de la gauche révolutionnaire qui incluent d'importants secteurs du Parti Socialiste estiment que — même si la division de l'armée est nécessaire et probable à terme — le contenu socialiste de la révolution qui renversera la junte ne peut être assuré que par le surgissement d'une résistance populaire armée comme une des composantes actives du renversement du régime. Il s'agit donc dès maintenant de préparer politiquement et militairement les masses à cette nécessité. C'est dans ce cadre que le MIR proposait depuis quelques semaines à l'ensemble de la Résistance de commencer bientôt une phase d'action de propagande armée.

L'épisode de la mort de Miguel Enriquez montre que cette propo-

sition reposait déjà sur un dispositif concret. Que l'assaut ait été donné par hasard, sur dénonciation ou à la suite d'un travail prolongé des services secrets de l'armée ou de la CIA, ne change rien au fait qu'il s'agit d'un coup très dur porté à la ligne de la préparation de la lutte armée de masse. Mais cette ligne ne peut disparaître car elle ne repose pas sur un homme, ni même sur la seule organisation du MIR. Elle est dans la nature même de l'affrontement qui oppose aujourd'hui le peuple chilien dans son ensemble à l'appareil de répression mis en place par l'impérialisme et auquel le gouvernement français prête un appui scandaleux.

Sans nous substituer aux camarades chiliens dans leur débat, nous saluons comme il se doit un combattant révolutionnaire conséquent tombé dans la lutte et nous devons réaffirmer à cette occasion que la solidarité active avec la Résistance chilienne constitue notre part du combat contre le fascisme militaire sans frontières qui se répand partout où la montée des forces populaires met à l'ordre du jour le passage au socialisme.

Cécilia et Alain JOXE ■

### *l'image du Chili héroïque*

*Après le général Prats, Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, a été assassiné par la junte fasciste de Pinochet. En juillet, Edgardo Enriquez, nous avait donné le témoignage du combat de son frère au milieu du peuple, contre la dictature. Sa volonté unitaire, pour briser le carcan du fascisme, avait considérablement accru la résistance populaire. C'est pourquoi la junte tenait tant à le faire disparaître. Miguel Enriquez sera pour nous, aux côtés des autres héros de la résistance, l'image du Chili héroïque qui restera à jamais gravée dans l'histoire.*

Robert CHAPUIS ■